

**CENTRE EUROMAGHRÉBIN DE  
RECHERCHES ET D'ÉTUDES  
STRATÉGIQUES**

Research 2019



**5+5** دفاع  
Defence  
Défense

**COMMENT SOUTENIR  
LES PAYS DU SAHEL  
POUR FAIRE FACE  
AU TERRORISME?  
LES APPROCHES  
ECONOMIQUES,  
SOCIALES ET  
CULTURELLES**



MINISTERIO DE DEFENSA





## CENTRE EUROMAGHRÉBIN DE RECHERCHES ET D'ÉTUDES STRATÉGIQUES

Recherche 2019

### COMMENT SOUTENIR LES PAYS DU SAHEL POUR FAIRE FACE AU TERRORISME? LES APPROCHES ECONOMIQUES, SOCIALES ET CULTURELLES

**Directrice de Recherche**

Dr. Ana Isabel GONZÁLEZ SANTAMARÍA (Espagne)



MINISTERIO DE DEFENSA



**CATALOGUE GÉNÉRAL DE PUBLICATIONS OFFICIELLES**  
<https://cpage.mpr.gob.es>

Éditeur:



<https://publicaciones.defensa.gob.es/>

© Auteurs et éditeurs, 2020

NIPO: 083-20-079-5 (impression sur demande)

Date d'édition: mars 2020

NIPO: 083-20-080-8 (édition en ligne)

ISBN: 978-84-9091-487-8 (édition en ligne)

Les auteurs des opinions émises dans cette publication en sont les seuls responsables.  
Les droits d'exploitation de ce travail sont protégés par la loi de Propriété intellectuelle. Aucune des parties de ce travail ne peut être reproduite, stockée, ni transmise d'aucune forme ni par aucun moyen, électronique, mécanique ou d'enregistrement, y compris photocopies, ou de toute autre forme, sans permission préalable, expresse et par écrit de la part des titulaires du © Copyright.

## **EQUIPE DE RECHERCHE (par ordre alphabétique en français)**

### **ALGÉRIE**

Colonel Ahmed HADJERES  
Professeur Ferdiou OUELHADJ (coordonnateur)

### **FRANCE**

Flavien BOURRAT (coordonnateur)

### **ITALIE**

Major Claudio BERTOLOTTI (coordonnateur)

### **LIBYE**

Colonel Houssine Ramadan ALMOUSRATI  
Colonel Alhadi Salem Khalifa NOUH  
Capitaine Nureddin Mohamed ALGHAWI

### **MAURITANIE**

Colonel Sidi Mohamed HEDEID  
Colonel Mohamed Mokhtar BOYE

### **MAROC**

Colonel Salah REZOUNI  
Professeur Rachid EL HOUDAIGUI

### **PORTUGAL**

Professeur Bruno Cardoso REIS

### **ESPAGNE**

Professeur Ana Isabel GONZÁLEZ SANTAMARÍA

### **TUNISIE**

Colonel Issam Eddine LABIDI  
Capitaine Chokri ARBI



## RÉSUMÉ

Le Sahel est une terre où les crises sont multiples et où un dangereux mélange de facteurs endogènes et externes a créé les conditions propices à l'augmentation des menaces à la sécurité dans l'espace 5-5, en particulier celles qui sont liées à l'extrémisme violent, aux trafics illicites et à la migration illégale. Compte tenu de nos préoccupations communes et étant donné qu'il est nécessaire de développer une approche plus inclusive qui aborde les aspects sociaux et économiques, l'idée de considérer les sociétés du Sahel comme des sujets actifs des politiques de sécurité est plus nécessaire que jamais. La présente recherche tente de fournir une approche à partir de l'espace 5-5 axé sur l'analyse de tous ces aspects sociaux, culturels et économiques qui peuvent accroître la résilience des sociétés sahéniennes pour lutter contre le terrorisme et l'insécurité. L'objectif est de partager notre point de vue sur ces sociétés et de déterminer les domaines d'action prioritaires afin de trouver des solutions réalisables et durables.

La recherche est menée autour de trois axes qui fournissent des éléments nous permettant de tirer des conclusions significatives. Le premier axe met l'accent sur les facteurs socio-économiques qui contribuent à l'expansion du radicalisme et des activités illégales. Un large éventail de questions est analysé, qui va des problèmes liés à la démographie à l'échec de la gouvernance et de la crise du leadership, en passant par l'influence extérieure sur la prolifération des groupes radicaux. Tous ces éléments servent de catalyseurs à la violence et aux troubles sociaux, en particulier chez les jeunes. Le deuxième axe analyse l'éducation, la religion et la société civile comme éléments cruciaux pour lutter contre la propagation des mouvements radicaux au Sahel. Finalement, le troisième axe étudie de nouveaux modèles socio-économiques qui pourraient permettre aux personnes vulnérables de réintégrer le marché du travail et d'améliorer leur niveau de vie. En ce sens, des exemples comme le projet tunisien de *Rjing Maatoug* sont mentionnés.

### Principales constatations

- Les défis sécuritaires au Sahel exigent une approche globale qui va bien au-delà des opérations militaires, bien qu'elles soient es-

sentielles pour lutter contre des menaces telles que le radicalisme violent. **L'implication de la société civile** et la mise en place **de modèles économiques adaptés** aux besoins spécifiques des communautés sahéliennes sont absolument nécessaires.

- **Les acteurs étrangers** jouent un rôle indéniable dans la prolifération de l'extrémisme et de la violence dans la région du Sahel. Outre le soutien direct des groupes radicaux, les principales voies utilisées par cette influence extérieure sont l'économie grise et l'éducation:
  - En ce qui concerne **l'économie grise**, la criminalité transnationale organisée continue de se développer au Sahel. Le trafic illicite de personnes, de drogues et d'armes à feu profite de l'immensité du territoire ainsi que de l'incapacité des États à contrôler les zones frontalières. Leur influence redéfinit l'équilibre des pouvoirs dans certains domaines, répand l'insécurité entre les pays et entrave le développement économique.
  - L'influence extérieure sur **l'éducation religieuse** se manifeste sous deux aspects qui constituent un facteur de risque évident pour transformer une communauté traditionnellement tolérante en communautés extrémistes. Le premier aspect est le nombre croissant d'écoles salafistes radicales qui offrent une éducation gratuite et diffusent leur doctrine parmi les jeunes. Le deuxième aspect découle du rôle joué par certaines écoles locales généralement dirigées par des *marabouts* («chef de file») qui éduque les garçons) dans les zones rurales. Le financement de ces écoles n'est pas supervisé par l'État.
- **Les conflits interethniques** ont proliféré ces dernières années. Dans un contexte d'équilibre socio-économique précaire, l'impact du changement climatique et des activités illégales augmente les tensions entre les pasteurs et les agriculteurs sédentaires qui se disputent l'eau et les rares espaces disponibles dans les zones rurales. Ces conflits provoquent des déplacements, des victimes et augmentent la souffrance des populations. Elles sont aussi une chance supplémentaire pour l'extrémisme de gagner des adeptes parmi ceux qui se plaignent de l'injustice et se sentent non protégés par l'État.

### Recommandations

Compte tenu de la nécessité absolue de lutter contre la pauvreté et le chômage pour accroître la sécurité dans les pays du Sahel, cette recherche cite de nombreuses recommandations socio-économiques et culturelles dans des domaines comme l'économie, la gouvernance, l'éducation entre autres. Toutefois, l'action de soutien aux sociétés sahéliennes dans le but d'accroître leur résilience au terrorisme devrait se concentrer sur trois axes prioritaires:

- **La religion** doit être considérée comme une solution pour lutter contre l'extrémisme. Il est nécessaire de protéger les pratiques isla-



miques traditionnelles au Sahel avec les chefs religieux qui promeuvent des modèles spirituels autochtones. À cet égard, le contrôle des imams et le financement des écoles locales sont essentiels.

- L'investissement dans **l'éducation publique** devrait augmenter tant dans l'enseignement primaire et secondaire que dans la formation professionnelle.
- Soutien de la **société civile et des associations informelles** afin de créer des espaces de socialisation hors de la sphère d'influence du radicalisme. L'autonomisation des femmes, des jeunes et des chefs traditionnels pourrait être le moyen de renforcer le tissu social et la résistance face à l'extrémisme. À cet égard, les acteurs locaux pourraient jouer un rôle central dans la résolution des conflits par le biais de mécanismes informels qui échappent au pouvoir central. Ces acteurs possèdent une influence et des informations au niveau local inégalées par les autres pouvoirs. Ils pourraient également jouer le rôle de médiateurs entre les communautés et l'État et pourraient être un facteur clé pour accroître la confiance des civils dans les forces de sécurité.

### Que faire dans le cadre de la Défense 5+ 5?

Les défis posés par la région du Sahel à l'espace 5+ 5 sont également une excellente occasion d'accroître la coopération et de développer de nouvelles initiatives.

- Formuler une approche commune 5 + 5 pour renforcer les capacités de sécurité des États sahéliens:
  - Soutenir la réforme du secteur de la sécurité (SSR) dans les pays du Sahel pour améliorer la gouvernance et la responsabilité locale. La mise en œuvre de mesures de sécurité visant à accroître la confiance des civils dans les forces de sécurité et à éviter toute source supplémentaire de griefs pour les populations locales.
  - Le renforcement des capacités des forces locales est indispensable, surtout si il est associé à un certain accès aux technologies de surveillance. À cet égard, la mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la prévention de tous les types de conflits pourrait être utile pour une meilleure protection des civils.
- Intégrer la zone sahélo-saharienne dans un cadre de coopération entre l'initiative 5+5 et d'autres mécanismes internationaux pour une meilleure mise en commun des efforts et des capacités.

Partager les expériences des pays 5 + 5 pays en organisant des séminaires au sein du Collège 5 à 5 pour le renforcement des capacités dans le domaine de la protection civile, de la médiation des conflits et de l'identification des acteurs clés locaux au Sahel.



## CONTENUS

<b>RÉSUMÉ</b> .....	7
<b>INTRODUCTION</b> .....	13
<b>TERMINOLOGIE</b> .....	17
<b>1. ANALYSE DES FACTEURS QUI CONTRIBUENT AU TERRORISME DANS LES PAYS DU SAHEL</b> .....	21
1.1. Démographie et structure sociale dans les pays du Sahel ..	23
1.1.1. Population urbaine par rapport à la population rurale	24
1.1.2. Impact de la croissance démographique sur les tendances migratoires .....	25
1.1.3. Couches sociales et groupes ethniques: conflits interethniques sur fond de terrorisme et de criminalité organisée .....	26
1.2. Crise de leadership et faiblesse de l'État.....	30
1.2.1. Les effets de la crise du leadership sur la bonne gouvernance sécuritaire.....	30
1.2.2. La crise du leadership comme obstacle à la réforme du secteur de la sécurité (RSS).....	31
1.3. Identités, religion, déracinement et prosélytisme idéologique .	33
1.3.1. Pourquoi est-il important de connaître les identités, la religion, le déracinement et le prosélytisme idéologique pour analyser les facteurs qui contribuent au terrorisme dans les pays du Sahel?.....	34
1.4. Manque de développement économique .....	35
1.5. Facteurs externes expliquant le terrorisme dans la région du Sahel .....	39
1.5.1. Le prosélytisme salafiste, un catalyseur avéré du radicalisme violent .....	41
<b>2. APPROCHE CULTURELLE POUR SOUTENIR LA RÉSILIENCE CONTRE LE TERRORISME DANS LA RÉGION DU SAHEL</b> .....	45
2.1. L'éducation: un facteur crucial pour soutenir la résilience au Sahel .....	46

	<u>Page</u>
2.2.1. Relation entre l'éducation et le terrorisme .....	47
2.1.2. Comment l'éducation peut contribuer à la résilience au terrorisme au Sahel .....	48
2.2. La religion dans la stratégie d'appui aux pays du Sahel en lutte contre le terrorisme .....	49
2.2.1. Le registre ouvert des réponses adaptées aux dis- cours de stigmatisation et d'incitation à l'intolérance. ....	50
2.3 Le rôle de la société civile dans les États du Sahel .....	52
2.3.1. Une articulation nécessaire entre société civile et appareil d'État.....	53
2.3.2. Développer l'identité nationale, encourager les initia- tives locales .....	54
<b>3. APPROCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR SOUTENIR LA RÉ- SILIENCE CONTRE LE TERRORISME DANS LA RÉGION DU SAHEL.....</b>	<b>57</b>
3.1. Modèles économiques adaptés .....	58
3.1.1. Projet Rjim Maatoug.....	60
3.2.1. La facilitation de l'accès des populations déshéritées aux services sociaux de base.....	61
3.2.2. Le développement des politiques d'octroi de mi- cro-crédits au bénéfice des jeunes.....	62
3.2.3. L'appui au développement des secteurs d'activité générateurs de ressources pérennes.....	63
<b>CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>65</b>
ANNEXE I. Une année à Tombouctou: expérience sur le terrain d'un colonel mauritanien.....	71
ANNEXE II. Recommandations par pays .....	74
ANNEXE III. Brève biographie des contributeurs.....	81



## INTRODUCTION

Sahel est un mot arabe qui signifie “rive” au sens de frontière ou de bord. Le terme “région du Sahel” est couramment utilisé pour désigner une large bande de terre aride qui s’étend, d’ouest en est, entre l’Atlantique et la mer Rouge, et qui, du nord au sud, sépare le désert du Sahara des plaines de savane de l’Afrique australe.

Les définitions géographiques de la région du Sahel varient. Pour les besoins de cette recherche, le Sahel englobe une grande partie du territoire du Sénégal, de la Gambie, du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad, ainsi que le sud de la Mauritanie, le nord du Nigeria et le Cameroun, comme le montre la figure 1. Sur ce territoire vivent environ 150 millions de personnes. D’autres définitions géographiques incluent des pays comme l’Éthiopie ou le Sud-Soudan qui présentent, selon nous, des caractéristiques spécifiques et ne sont pas inclus dans cette analyse. Les contributeurs à cette étude mentionnent parfois l’organisation internationale G5 Sahel, créée en 2014 par la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Tchad. Dans ce cas, les auteurs précisent qu’ils se réfèrent au groupe G5 Sahel et non à l’ensemble de la région du Sahel.



Figure1. La région du Sahel

Source: ReliefWeb, Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA)

### **Recherche d'une approche plus large de la question du Sahel dans le cadre du forum 5+5 sur la défense**

Aujourd'hui, la région du Sahel représente l'une des plus grandes menaces pour la stabilité et la sécurité de l'espace 5+5. La fragilité de la plupart des États sahéliens, marquée par la faiblesse de leurs institutions publiques, la corruption et l'absence de bonne gouvernance, multiplie les maux d'une société appauvrie qui éprouve de grandes difficultés à accéder aux services publics, aux soins de santé et à l'éducation.

Dans ce contexte, fruit de facteurs exogènes et endogènes, les groupes terroristes ont proliféré, rassemblés aujourd'hui sous l'égide de *Wilayat Gharb-alfriqiya* ou *Jamaat Nusrat Al Islam wa Al Muslimin*. Certains groupes terroristes opèrent au Sahel depuis près de deux décennies et constituent toujours une véritable menace pour la sécurité commune de l'espace 5+5. Malgré le succès de l'opération Serval dans le nord du Mali pour lutter contre le terrorisme dans la région, l'activité des groupes extrémistes évolue de l'autodéfense à la phase d'attaque comme l'a révélé la Conférence de Munich sur la sécurité 2019. En conséquence, un déplacement massif de populations, environ 4,2 millions de déplacés selon les Nations Unies (ONU), et un nombre croissant de morts liées à des activités extrémistes qui ont doublé depuis 2017.

Si le présent de la région du Sahel est une source de préoccupation majeure, il l'est encore plus si l'on considère son évolution prévisible. L'avenir de la région est menacé par des facteurs tels que le changement climatique, la dégradation de l'environnement ou la croissance démographique qui ont un fort impact et peuvent amplifier les problèmes économiques et sociaux des populations sahéliennes. La répercussion de ces phénomènes sur les migrations illégales, les trafics illicites et sur la possibilité de conflits sociaux et politiques devrait déclencher des alarmes dans l'espace 5+5.

### **Portée et méthodologie de la recherche CEMRES 2019**

La présente étude tente de fournir une approche de l'espace 5+5 axée sur l'analyse de tous les aspects sociaux, culturels et économiques susceptibles d'accroître la résistance des sociétés sahéliennes à la lutte contre le terrorisme. Il ne s'agit pas d'une proposition originale puisque diverses organisations multilatérales ont mis en doute la validité des mécanismes employés jusqu'à présent pour accroître l'efficacité des ressources appliquées pour sécuriser la région du Sahel. Elles ont conclu qu'il est nécessaire de développer une approche plus inclusive qui aborde les aspects sociaux et économiques.

Ce qui pourrait représenter une nouveauté et un facteur supplémentaire de cohésion dans l'espace de défense 5+5, c'est le partage de la

vision de nos pays sur ces sociétés ainsi que la solution des questions qui pourraient avoir un grand impact sur nôtre sécurité. C'est aussi une occasion de partager des expériences et de nouvelles approches. En ce sens, l'expérience et les connaissances accumulées sur la région du Sahel et ses populations, notamment par les pays du Maghreb, constituent un apport de grand intérêt pour cette recherche.

La capacité à mobiliser les sociétés sahéliennes pour lutter contre le terrorisme et à les impliquer dans un projet de développement durable de leurs territoires est devenue vitale pour assurer l'avenir du Sahel et de l'espace 5+5. Il est temps de prendre conscience que les sociétés ne doivent pas être l'objet mais le sujet actif des politiques de sécurité. Cela dit, la tâche n'est ni facile ni évidente car les sociétés du Sahel sont complexes, hétérogènes et suivent parfois des dynamiques particulières qu'il est nécessaire de connaître. En tant que groupe composé de chercheurs militaires et civils de différents pays et de différentes compétences, nous entendons contribuer modestement à adopter un point de vue plus ouvert et plus humain sur ces sociétés sahéliennes dynamiques et jeunes. Nôtre objectif est de mettre en évidence le besoin vital de donner à ces précieuses ressources les moyens d'assurer leur avenir et le nôtre.

La méthodologie adoptée par les chercheurs est axée sur l'étude des rapports réalisés par les institutions nationales des pays 5 +5 et des organisations internationales dans le domaine de la démographie, du développement, de l'éducation, de la sécurité, du changement climatique et du terrorisme des pays du Sahel. Cette approche qualitative ainsi que quelques expériences personnelles sur le terrain, et de fécondes discussions dans le cadre des deux réunions qui se sont tenues à Madrid sont les principales sources de cette recherche.

Cette recherche s'articule autour de trois éléments d'analyse. La première partie est axée sur les facteurs socio-économiques qui contribuent au terrorisme dans la région du Sahel. Il s'agit d'un aperçu général sur la démographie, la société, la religion ainsi que les raisons de la faiblesse des États. Parallèlement à ces questions endogènes, les facteurs externes qui contribuent au terrorisme sont analysés, en particulier le terrorisme *takfiri* jihadi et le prosélytisme salafiste au Sahel. Ces deux questions fournissent des clés pour comprendre le phénomène des mouvements radicaux et leur propagation dans les sociétés sahéliennes, en particulier parmi les jeunes.

Une fois le cadre général établi, les deuxième et troisième parties sont consacrées à l'analyse des facteurs qui peuvent contribuer à la résilience des sociétés sahéliennes face au terrorisme. La deuxième partie met l'accent sur l'éducation, la religion et la société civile en tant qu'éléments cruciaux pour lutter contre la propagation des mouvements radicaux au

## Introduction

---

Sahel. La troisième partie concentre son analyse dans des nouveaux modèles socio-économiques qui permettent aux personnes vulnérables de mener une vie digne. À cet égard, leur intégration ou leur réintégration sur le marché du travail est étudiée. Il est habituellement admis que sans développement socio-économique, la sécurité ne pourrait exister.





## TERMINOLOGIE

En ce qui concerne la définition du terrorisme, il n'y a pas de définition universelle, de sorte que les définitions du terrorisme et les termes connexes utilisés dans la présente étude sont tirés de la terminologie convenue dans la recherche du CEMRES. 2015<sup>1</sup>.

- **Terrorisme:** Selon la Convention arabe pour la Répression du Terrorisme<sup>2</sup>: tout acte ou menace de violence, quels que soient ses motifs ou ses fins, qui se produit dans l'avancement d'un programme criminel individuel ou collectif et cherchant à semer la panique parmi les gens, leur faire peur en leur faisant du mal, en mettant leur vie, leur liberté ou leur sécurité en danger, ou en cherchant à endommager l'environnement ou les installations ou les biens publics ou privés ou en les occupant ou en les saisissant, ou en cherchant à mettre en péril les ressources nationales
- **Groupe terroriste selon l'Union Européenne (EU)**<sup>3</sup>: groupe structuré de plus de deux personnes, établi pour une période de temps et agissant de concert pour commettre des infractions terroristes; "groupe structuré" désigne un groupe qui n'est pas formé au hasard pour la perpétration immédiate d'une infraction et qui n'a pas besoin d'avoir des rôles définis pour ses membres, la continuité de ses membres ou une structure développée.
- **Nouveau terrorisme insurrectionnel:** terrorisme insurrectionnel: l'utilisation intentionnelle, calculée, rationnelle et auto justifiée de la violence pour atteindre des fins politiques, religieuses et idéologiques. Il y a huit éléments importants: l'essence de l'activité est l'utilisation ou la menace de l'utilisation de la violence: le but de l'activité est toujours politique – à savoir, le but est d'atteindre des objectifs politiques; elle est révolutionnaire, subversive et vise un modèle proto-étatique; elle comporte des aspects politiques,

<sup>1</sup> OUANNES, M. (dir.) (2015). Sécurisation des frontières de l'espace 5+ 5: Coopération et implications, CEMRES.

<sup>2</sup> Adopté par le Conseil des ministres arabes de l'Intérieur et le Conseil des ministres arabes de la Justice au Caire (1998).

<sup>3</sup> Directive (EU) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 sur la lutte contre le terrorisme, dans <http://data.europa.eu/eli/dir/2017/541/oj>.

socio-économiques, religieux; elle est «stra-tactique, s'exprime par des actions tactiques qui ne sont pas nécessairement interconnectées entre elles; sa nature est «glocale»<sup>4</sup> et basée sur la «flex-adaptabilité»<sup>5</sup>; l'espace de combat pourrait être triple: réel (conventionnel et asymétrique), virtuel (info-ops, propagande sur le Web) et cybernétique (cyber-attaques); les cibles sont à la fois non combattantes et combattantes: politiques, civiles, militaires, religieuses et symboliques.

- **Crime organisé transnational:** une série d'activités criminelles perpétrées par des groupes dont les opérations dépassent les frontières internationales.

Les termes suivants ont été pris de la Brookings Institution <sup>6</sup>:

- **L'islamisme:** phénomène qui intègre un large spectre de comportements et de croyances. Au sens le plus large, les groupes islamistes estiment que la loi islamique ou les valeurs islamiques devraient jouer un rôle central dans la vie publique. Ils estiment que l'Islam a des choses à dire sur la façon dont la politique doit être menée, sur la façon dont la loi doit être appliquée et sur la façon dont les autres - et pas seulement eux-mêmes - doivent se comporter moralement. Être ou devenir islamiste, cependant, est un acte conscient d'affirmation politique.
- **Le Salafisme:** l'idée que l'islam le plus authentique et le plus vrai se trouve dans l'exemple vécu des premières générations de musulmans vertueux, connus sous le nom de *Salaf*, qui étaient les plus proches du prophète Mohamet à la fois dans le temps et dans l'espace. Les *Salafistes* - souvent décrits comme des ultraconservateurs - croient non seulement à «l'esprit» mais aussi à la «lettre» de la loi, ce qui les distingue de leurs homologues traditionnels. Dans le monde arabe d'aujourd'hui, les *Salafistes* sont connus pour essayer d'imiter les habitudes particulières des premiers musulmans, comme s'habiller comme le Prophète. De manière générale, les salafistes sont moins enclins à un engagement politique actif, préférant une approche plus «tranquille» de la prédication, de l'éducation religieuse, et d'éviter la confrontation avec les autorités de l'État. Une minorité de *Salafistes* sont des Salafistes-jihadistes.

---

<sup>4</sup> Le terme conceptuel combine les mots « global » et « local » et décrit les effets tempérés des conditions locales sur les pressions mondiales.

<sup>5</sup> Capacité d'adaptation flexible à des situations changeantes.

SHADI, H. et DAR, R. (2016). « Islamism, Salafism, and jihadism: a Primer », The Brookings Institution, 16 juillet. Récupéré de <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2016/07/15/islamism-salafism-and-jihadism-a-primer/>

<sup>6</sup>

- Le **djihadisme**: l'idée que le *djihad* (guerre religieusement sanctionnée) est une obligation individuelle qui incombe à tous les musulmans, plutôt qu'une obligation collective exercée par des représentants légitimes de la communauté musulmane. Ils affirment que les dirigeants musulmans d'aujourd'hui sont illégitimes et n'ont pas l'autorité nécessaire pour ordonner la violence justifiée. En l'absence d'une telle autorité, tout musulman valide devrait prendre le manteau du djihad. Les groupes djihadistes modernes visent généralement à inciter leurs coreligionnaires à se soulever et à combattre l'ennemi.
- **Salafiste-djihadisme**: C'est une approche du djihadisme qui s'accompagne d'une adhésion au salafisme. Les salafistes-jihadistes ont tendance à mettre l'accent sur les exploits militaires des *Salafistes* pour donner à leur violence un impératif divin encore plus immédiat. La plupart des groupes djihadistes d'aujourd'hui peuvent être classés comme salafistes-jihadistes.





## 1. ANALYSE DES FACTEURS QUI CONTRIBUENT AU TERRORISME DANS LES PAYS DU SAHEL

### Introduction

Le manque de connaissance des dynamiques culturelles et sociales peut conduire à une mauvaise compréhension des dynamiques et des équilibres locaux. Afin de définir et d'agir dans différents domaines ayant des identités spécifiques et différentes, la religion, le déracinement et le prosélytisme idéologique, il est fondamental de comprendre l'environnement culturel et social: notamment le système social et les structures et les dynamiques des sous-systèmes. structures et dynamiques<sup>1</sup>. Pour comprendre l'environnement humain des «autres» domaines culturels<sup>2</sup> il faut une approche axée sur les «systèmes» et les «sous-systèmes» locaux et non une approche simple et générique des «tribus»; en bref, le concept est «local plutôt que tribale». C'est l'objectif de cette section qui analyse les questions démographiques, sociales, politiques et religieuses, afin de mieux comprendre les facteurs qui ont une influence majeure sur la propagation du terrorisme dans la région du Sahel.

Comme mentionné dans l'introduction du présent rapport, la région du Sahel est une région vaste et hétérogène qui partage des caractéristiques communes. Le Sahel n'est pas seulement une région géographique, mais aussi une région socioculturelle. Selon CASTIEN, J.I. et coll. (2018) «cette hétérogénéité n'empêche pas l'existence d'une série de traits communs parmi les différentes populations présentes sur le terrain. Ces éléments communs nous permettent de parler d'une région sahéenne, d'une population sahéenne et même d'une société et d'une culture sahéennes».

---

<sup>1</sup> BERTOLOTTI, C. (2014, p. 61).

<sup>2</sup> Le terme «zone culturelle» tel qu'il est utilisé ici est destiné à définir un groupe social spécifique ayant des valeurs, des normes et des traditions communes, mais non limité par des frontières formelles ainsi que par des frontières, des divisions et des administrations nationales ou régionales..

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

Le désert et la frontière ont été considérés par certains auteurs<sup>3</sup> comme les deux éléments clés et communs pour le développement de l'identité et de la culture sahéliennes. Le désert du Sahara a été en même temps un facteur d'isolement et la seule (et incroyable difficile) sortie pour contacter d'autres cultures du nord de l'Afrique et de la Méditerranée et l'Europe. D'autre part, la frontière a fait du Sahel un espace de transit des populations et d'échange de marchandises favorisant le brassage culturel et la naissance de nouveaux groupes ethniques. Ainsi, un espace connecté est créé à travers une série de réseaux économiques, sociaux et politiques qui reçoivent des influences de l'extérieur tout en créant leur propre identité. Dans ce contexte, l'islamisation a joué un rôle clé en créant des pratiques sociales et culturelles (hiérarchie; relations familiales; droit; vêtements, musique) et en répandant des valeurs communes (sens de la communauté, hospitalité; solidarité)<sup>4</sup>.

Il convient de noter que même si les populations du Sahel ont assimilé l'influence reçue de l'étranger, elles ont pu créer une véritable culture résultant du mélange des pratiques culturelles et sociales de différents groupes ethniques sahéliens les uns des autres, avec une influence extérieure. À cet égard, les facteurs linguistiques peuvent influencer la construction d'une identité, mais n'en sont pas un facteur déterminant. En ce qui concerne les langues, il est important de dire que l'arabisation n'a pas réussi dans l'ensemble du territoire sahélien, même si elle est la langue maternelle de certains pays et est utilisée dans l'éducation des pratiques religieuses. L'arabe est aussi un moyen de relier les territoires sahéliens aux pays du Maghreb. D'autres langues africaines importantes sont le haoussa, le berbère -parlé par les Touaregs - (Hassania, Tamazigh); les dialectes Tubu; Zaghawa et Poular. En outre, le français et l'anglais sont utilisés comme *lingua franca* en particulier dans l'administration et les affaires.

Dans ce contexte ethnique et culturel complexe, «la religion a rarement été à l'origine de la violence criminelle»<sup>5</sup>. La plupart des experts du Sahel notent que la religion n'est pas en soi à l'origine de la violence et qu'elle est généralement associée à des rivalités tribales ou ethniques; à des motivations économiques ou à l'expression de la colère sociale<sup>6</sup>. Enfin, le financement externe des fondamentalistes radicaux par le biais d'écoles religieuses wahhabites ou salafistes, ainsi que le financement de groupes radicaux, est un facteur qu'il ne faut pas négliger dans l'explication de l'expansion du terrorisme dans la région du Sahel.

---

<sup>3</sup> CASTIEN, J.I. et al. (2018).

<sup>4</sup> Ibid.

<sup>5</sup> WILLIAMS, P. D (2012, p. 128).

<sup>6</sup> CUNEO, P (2019) mentionne comme exemples la révolte touareg au Mali (2012) et l'intégration de la communauté Kanuri à Boko Haram au Nigeria.

### 1.1. Démographie et structure sociale dans les pays du Sahel

L'Institut International de la Paix-IPI (2013) identifie trois grands défis pour la région du Sahel, à savoir le sous-développement chronique dû à une combinaison de facteurs démographiques, environnementaux et de faiblesse des institutions; les crises humanitaires périodiques (comme celle liée à l'insécurité alimentaire actuelle); politiques et sécuritaires, comme le terrorisme et le crime organisé. Aujourd'hui, six ans après ce constat, l'explosion démographique sans précédent accentue la tragédie des pays du Sahel. Les populations sahéniennes sont particulièrement touchées par une crise multiforme liée au chômage, à la famine, à la pauvreté, aux migrations, aux troubles ethniques et à la criminalité.

Étant donné que cette section se concentre sur la démographie comme principal vecteur de tension dans cette zone, elle se limitera aux pays du G5 Sahel, avec un accent particulier sur le Mali, qui est la principale source de tension sécuritaire dans la sous-région. La figure 1 montre certaines caractéristiques démographiques des pays mentionnés ci-dessous.

**Table 1. G5 Données démographiques des pays du Sahel**

Pays	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Chad	Niger
Taux annuel de croissance démographique	2.7%	3%	2.9%	3%	3.8%
Taux de fécondité (naissances par femme)	4.7	6.1	5.4	5.9	7.2
% de la population rurale	47%	58%	71%	77%	84%
Espérance de vie	63	58	60	53	60

Source: UNESCO (2017).

La caractéristique la plus frappante est probablement le taux élevé de croissance démographique, en particulier au Niger, ainsi que le nombre de naissances par femme. Même si l'espérance de vie est bien inférieure à la moyenne mondiale, soit 71,5 ans selon perspectives de la population mondiale 2015 des Nations Unies, il est également vrai qu'elle s'est améliorée au cours de la période 2000-2016<sup>7</sup>. Le résultat final, comme le souligne une étude démographique récente, est que la région du Sahel «connaît une phase marquée par une croissance démographique sans précédent dans aucune autre région du monde. En l'espace de 20 ans, la population des pays du G5 Sahel pourrait doubler, ce qui la ferait passer

<sup>7</sup> Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'espérance de vie a augmenté de 10,3 ans dans la région africaine, principalement en raison de l'amélioration de la survie des enfants et de l'accès élargi aux antirétroviraux pour le traitement du VIH.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

de 80 à 160 millions d'habitants en 2040». Dans le cas du Niger, le pays le plus peuplé d'Afrique de l'Ouest, il est le pays qui connaît la croissance la plus rapide au monde. Parmi les pays du G5 Sahel, le Nigeria se classe parmi les sept pays les plus peuplés du monde (plus de 200 millions d'habitants en 2019). Le Bureau Américain de recensement estime que d'ici 2050, sa population s'élèvera à 402 millions d'habitants.

Peut-on imaginer que le Sahel sera responsable d'un tiers de la croissance démographique mondiale? Aujourd'hui, le Sahel est qualifié de «bombe démographique». Afin de se concentrer sur les conséquences de ce boom démographique, notamment en ce qui concerne la prolifération de l'extrémisme, du terrorisme et du crime organisé dans cette région, cette section analyse trois questions:

- L'impact socio-économique de la croissance de la population urbaine dans un contexte caractérisé par une prédominance de la population rurale.
- L'impact de la croissance démographique sur les tendances migratoires.
- L'impact démographique sur les conflits interethniques dans le contexte du terrorisme et du crime organisé.

### 1.1.1. *Population urbaine par rapport à la population rurale*

Le processus d'urbanisation au cours du siècle dernier a conduit à trois grandes formes de différenciation au Sahel, à savoir économique, sociale et politique selon COHEN, M.A. (1979):

**La différenciation économique** s'est produite lorsque certains groupes de population ont introduit de nouvelles méthodes de production dans les zones rurales ainsi que l'utilisation de moyens de transport et de communication, qui ont généré des excédents et des bénéfices, lesquels ont été transformés en investissements dans des activités commerciales dans les villes.

**La différenciation sociale** s'est renforcée dans les villes qui se sont développées principalement grâce à la migration. De nouvelles catégories sociales sont apparues entre les zones rurales et urbaines, entre les analphabètes et les lettrés, entre les traditionnels et modernisateurs.

**La différenciation politique** est apparue après l'indépendance lorsque les élites urbaines instruites sont devenues les nouvelles autorités politiques. À cette époque, les élites urbaines étaient plus préoccupées par la consolidation du pouvoir politique dans les capitales nationales que par l'extension du développement économique au secteur rural.

La région du Sahel présente une grande disparité dans la densité de population. Certains pays ont une faible densité de population (moins de 20 personnes par kilomètre carré) comme le Mali et le Niger, tandis que

d'autres sont plus densément peuplés. C'est le cas du Nigeria avec environ 212 personnes par kilomètre carré. Même si le processus d'urbanisation a augmenté depuis 1950, le taux d'urbanisation est assez faible (7 %) en comparaison avec le reste de l'Afrique (11%) et le monde (31%) selon GARENNE, M. (2016). Le rythme de croissance de l'urbanisation a été différent d'un pays à l'autre. Par exemple, l'urbanisation a été plus rapide entre 1950 et 1980 dans le cas du Sénégal, tandis qu'au Mali et au Burkina Faso, elle s'est produite après les années 2000. Le Tchad et le Niger restent moins urbanisés que le reste des pays du G5 Sahel.

Malgré l'augmentation de l'urbanisation, les populations sahéliennes sont majoritairement rurales, comme le montre le tableau 1. Cela signifie que les moyens de subsistance de la plupart des gens dépendent d'activités du secteur primaire comme l'agriculture et l'élevage. La Mauritanie est une exception et c'est le seul pays du Sahel dont la majorité de la population<sup>8</sup> vit dans les villes. Dans ce cas, l'urbanisation est concentrée dans la capitale Nouakchott où vit presque un quart de la population totale. En dehors des capitales politiques, les villes frontalières sont les plus peuplées. C'est le cas du Niger où, après la capitale, Niamey, les trois villes les plus peuplées sont Zinder, Maradi et Tahoua, situées dans les zones frontalières avec le Nigeria et le Burkina Faso<sup>9</sup>.

Au cours du XXI<sup>e</sup> siècle, les migrations internes et intra régionales contribuent à une urbanisation rapide et non planifiée dans certaines zones où l'on observe une pression croissante sur les ressources naturelles (eau, énergie, nourriture) et les infrastructures. Il en résulte une croissance urbaine non inclusive avec des niveaux élevés de pauvreté, d'habitat insalubre et d'insécurité. Les trois différenciations mentionnées ci-dessus ont entraîné un écart économique croissant, une marginalisation sociale et politique de larges secteurs de la population.

### **1.1.2. Impact de la croissance démographique sur les tendances migratoires**

Selon le Pew Research Center (2018), depuis 2010, huit des dix premiers pays ayant les taux de migration internationale les plus élevés se trouvaient en Afrique subsaharienne. La migration n'est pas un phénomène nouveau dans la région du Sahel, mais son niveau actuel ainsi que les perspectives de sa croissance à l'avenir indiquent qu'elle atteindra des niveaux historiquement sans précédent. Des études sur les prévisions de migration du Sahel vers l'Europe révèlent qu'entre trois et cinq millions de personnes ont quitté le Sahel depuis l'indépendance. Ils seront probablement d'environ 40 millions d'ici la fin du siècle.

---

<sup>8</sup> DUMONT, G.F. (2010).

<sup>9</sup> Ibid.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

La migration croissante vers l'Europe au cours de la dernière décennie est une tendance relativement nouvelle. Historiquement, la migration sahélienne était interne ou intra régionale, et sa nature était saisonnière et informelle. Depuis les années 1990, cette migration vise de plus en plus les pays d'Afrique du Nord et BENSAAD, A. (2016) estime qu'environ 1,5 million de migrants subsahariens vivaient en Libye au début des années 2000<sup>10</sup>. Au cours des deux dernières décennies, la migration vers les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest a diminué tandis que les flux vers l'Afrique du Nord et l'Europe ont connu une croissance soutenue. Bien que 70 % des migrations africaines aient toujours lieu sur le continent africain, il est indéniable que les flux migratoires passant par les économies plus développées vont augmenter. À cet égard, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit «une multiplication par six des migrations de l'Afrique vers les pays de l'OCDE, principalement l'Europe, aux cours des prochaines décennies».<sup>11</sup>

Le fait qu'il existe d'autres destinations que l'Europe pour les migrants africains révèle l'importance d'étudier ce phénomène. D'une part pour éviter à ces jeunes le risque de périr en chemin et, d'autre part, pour prévenir les effets catastrophiques que l'Europe et l'Afrique du Nord pourraient subir en raison du flux migratoire au cours des dix prochaines années dû à l'explosion démographique prévisible dans la région sahélo-saharienne.

Une enquête publiée par l'OCDE (2018)<sup>12</sup> a révélé que la principale motivation de la migration est de loin d'obtenir des avantages économiques. La sécurité, la liberté ou l'accès à une meilleure éducation ne sont pas des facteurs déterminants, dans le cas des migrants ouest-africains. Le sondage indique également que la plupart des migrants sahéliens préféreraient rester dans leur pays d'origine. Le même rapport note que «le développement économique ne décourage pas la migration tant qu'elle n'atteint pas un niveau de revenu par habitant élevé».

### **1.1.3. Couches sociales et groupes ethniques: conflits interethniques sur fond de terrorisme et de criminalité organisée**

Historiquement, la plupart des sociétés sahéliennes ont été fortement patriarcales avec la soumission des femmes et des jeunes et avec une prédominance de la lignée paternelle. L'âge et le sexe ne sont pas les seuls éléments qui déterminent la position sociale des individus; la couleur de la peau et l'origine ethnique sont également des facteurs importants. Un groupe ethnique est «une communauté humaine dont les membres partagent, en premier lieu, une série de caractéristiques culturelles, fon-

---

<sup>10</sup> KIRWIN, M. et ANDERSON, J. (2018).

<sup>11</sup> KIRWIN, M. et ANDERSON, J. (2018).

<sup>12</sup> KIRWIN, M. et ANDERSON, J. (2018).

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

damentalement un mode de vie» selon CASTIEN, J.I. et al. (2018). Outre cette première caractéristique, les membres de la communauté doivent partager la même identité et ils sont tenus d'être solidaires les uns des autres. Enfin, la communauté doit se perpétuer au fil des générations.

Les sociétés sahéliennes présentent une diversité de systèmes sociaux qui pourraient suivre trois grands schémas à la suite de RAYNAUT, C. (2001):

- a. Les principaux États commerçants (y compris les Hausa du Niger et du nord du Nigeria) dotés d'un solide appareil politique centralisé et spécialisé, d'un certain degré de mobilité individuelle entre les statuts hiérarchiques, et d'une circulation libre et d'une accumulation de richesses par le biais du commerce.
- b. Les aristocraties guerrières (y compris les sociétés Songhaï-Djerma [Zarma] du Niger et du Mali) où le marquage des distances sociales est le principe d'organisation le plus fort, et où l'accumulation de richesses - principalement par la guerre et les raids - était limitée à ceux qui avaient un statut supérieur.
- c. (c) Les paysans de lignée (comme le Sérères du Sénégal ou les Sénufo du Mali) dont l'organisation sociale repose essentiellement sur la coexistence de segments de lignée distincts mais égaux, où le consensus est le mécanisme dominant de prise de décision et où l'accumulation de richesse est strictement contrôlée.

Enfin, les relations complexes entre les communautés dans les régions du Sahel sont fortement influencées par la manière dont les ressources naturelles sont exploitées. À cet égard, l'opposition entre les communautés pastorales (nomades et semi-nomades) et les communautés agricoles est une source importante de conflits<sup>13</sup>. Il est important de souligner qu'environ 50 millions de personnes au Sahel, pour la plupart économiquement défavorisées, dépendent de l'élevage pour leur subsistance<sup>14</sup>. Traditionnellement, les agriculteurs accueillent les éleveurs des régions désertiques pendant la saison sèche parce que le bétail fertilisait leurs terres.

Aujourd'hui, le changement climatique, les trafics illégaux, les conflits armés et le terrorisme poussent les éleveurs à quitter leurs zones traditionnelles de pâturage pour en chercher de nouvelles. En outre, les phénomènes naturels ne sont pas sans conséquences sur les équilibres socio-économiques de la région, car ils anéantissent les perspectives d'autosuffisance alimentaire et provoquent des tensions notamment entre les agriculteurs et les éleveurs nomades, contraints de se disputer les

---

<sup>13</sup> Plus de 2 000 personnes ont été tuées chaque année entre 2011 et 2016 au Nigeria lors d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs, selon TALL, O. (2018).

<sup>14</sup> Ibid.



## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

rare espaces agricoles et ruraux disponibles<sup>15</sup>. En outre, ces longues périodes de sécheresse ne sont pas sans conséquences sur la mobilité des nomades de la région, qui sont également contraints parfois de traverser les frontières nationales, à la recherche d'espaces de pâturage dans les zones environnantes, ce qui entraîne des conflits avec les agriculteurs et éleveurs locaux, comme ce fut le cas entre les éleveurs peuls mauritaniens et les agriculteurs sénégalais de Soninke en 1989.

### *Conflits interethniques sur fond de terrorisme et de criminalité organisée*

Le cas du Mali pourrait être particulièrement utile pour décrire la souffrance des populations résultant des conflits liés au crime organisé et au terrorisme, ainsi que la pression démographique et les difficultés économiques. Selon DUMONT, G.F. (2010), 23 groupes ethniques vivent ensemble au Mali. Ils peuvent être divisés en cinq groupes principaux: Mandingue (Bambara, Soninké, Malinké, Bozo); Peul (Fulani, Toucouleur); Voltaïque (Bobo, Sénoufo, Minianka); Saharienne (Touareg Mauresque, Arabe) et Songhaï.

Le groupe Mandingue est le plus important (environ 40% de la population) et domine le sud-ouest du Mali. Les Sénoufo vivent dans le sud, tandis que l'ethnie Peul vit dans le centre-sud près du Burkina Faso et des Dogon. Le dernier est une ethnie qui vit dans la région centrale du Mali, dans le sud-est du Niger et au Burkina Faso. En ce qui concerne les Touaregs, établis dans le Kidal région (nord du Mali), DUMONT, G.F. (2010) souligne qu'«ils nomadisent et acceptent difficilement les obligations que veulent leur imposer les populations mandingue. De ce fait, la question Touareg surgit périodiquement pendant les rébellions».

La région de Mopti, au centre du Mali, est un bon exemple de l'impact des conflits interethniques sur les populations sahéliennes. Du 1er avril au 31 mai 2018, les conflits interethniques ont entraîné le déplacement interne de près de 9 000 personnes (sur un total de 61 400 déplacés au Mali). Comme l'a rapporté un analyste, «ces conflits meurtriers affaiblissent le tissu social alors qu'une inquiétante crise agro-pastorale et nutritionnelle se développe sur le lit de l'insécurité et des conditions agro climatiques propres au Sahel». C'est la description la plus récente de la crise multidimensionnelle qui sévit depuis 2012 dans le centre du Mali, caractérisée par un boom démographique qui aggrave la situation des populations déjà affaiblies par des tensions de toutes sortes. La crise actuelle a éclaté le 1er avril 2012 à Massina, une province ethnique à prédominance peul, lorsque des villes du nord et du centre du Mali ont été attaquées par des organisations djihadistes qui ont profité de la faiblesse du système de défense existant.

---

<sup>15</sup> Voir, à ce sujet, les réflexions développées par HIYA MAIDAWA, M., ANDRES (L.) et al (2016).

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

Au lendemain de l'opération militaire française qui a conduit à la défaite des organisations djihadistes, cette région a connu des représailles systématiques de la part des milices de la minorité ethnique bambara contre les résidents peuls des provinces de Massina et de Ségou. C'est ce qui a conduit le dirigeant des organisations de jeunesse peules de la région de Mopti à adresser un sérieux avertissement aux autorités centrales de Bamako. Dans son message, il a souligné que «chaque jour, nous sommes témoins d'exactions, d'exécutions extrajudiciaires, de règlements de comptes et de massacres de chefs coutumiers, d'élus et de notabilités de villages et même de citoyens pacifiques, notamment de la communauté peul».

Cette réalité se reflète dans l'agitation sociale toujours croissante dans la région centrale, en particulier au sein des groupes ethniques Bambara et Fulani. Il faut comprendre que cette tension croissante devient un incubateur pour les organisations extrémistes qui cherchent à s'implanter dans cette région qui se plaint d'injustice et de marginalisation. Ces revendications concernent également la sécurité menacée en permanence par les querelles entre Peuls et Bambara inspirées par un «passé glorieux basé sur un modèle à dimension ethnique». Selon un analyste, cette affirmation est un rapport avec l'état théocratique peul de Massina. Il est sur le point de revenir à un passé marqué par un État qui avait réussi, grâce à l'élaboration de procédures administratives conformes à la charia, à étendre son autorité sur des territoires importants pendant première moitié du XIXe siècle. C'est l'État islamique basé sur le modèle du djihad.

Ces craintes d'un incubateur social d'extrémisme sont également justifiées par l'existence d'une sympathie, voire d'une «collusion» avec les extrémistes souvent évoquée par des sources locales. En effet, beaucoup de gens connaissent le djihadiste, qui est, le plus souvent, un ami, un membre de la famille ou un jeune qui a grandi dans le village. Ils sont les propagateurs du discours de *Koufa*<sup>16</sup>, dont le nombre ne cesse de croître. Une propagande qui injecte progressivement son venin. Ces djihadistes fanatiques sont les garants d'une certaine justice morale et sociale dans cette région où les gens se sentent abandonnés par l'État central». Ces préoccupations concernant le cercle vicieux de la violence et de la contre-violence semblent justifiées, en particulier avec le récent massacre de villageois peuls perpétré par des milices de chasseurs dogon et qui pourrait très probablement entraîner des conséquences<sup>17</sup>.

Cependant, la portée ethnique de ce conflit entre Dogon, Sonrai, Fulani et Bambara dépasse ce stade pour englober les rivalités historiques

---

<sup>16</sup> Amadou Koufa, chef du Mouvement de libération de Massina et dirigeant principal du *Jamaat Nusrat al-Islam*.

<sup>17</sup> Voir, BABA, A. (2019). «Massacre de plus de 130 civils peuls à Ogossagou: le Mali sous le choc». Jeune Afrique, March 26.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

séculaires entre les deux plus grandes composantes de la communauté Touareg, les Imghatt et les Ifogha, qui ne cessent d'alimenter la crise dans le nord du Mali. Les divergences entre ces deux composantes majeures constituent aujourd'hui, un véritable obstacle à toute volonté de rétablir la paix dans la région.

### 1.2. Crise de leadership et faiblesse de l'État

Par crise de *leadership* politique et sécuritaire, il convient d'entendre ici la fragilité institutionnelle de l'Etat, notamment pour ses fonctions régaliennes (contrôle du territoire, maîtrise des forces militaires et sécuritaires, protection des biens et des personnes, justice). Les pays du Sahel paraissent être aujourd'hui confrontés, toutes choses égales par ailleurs, à une nouvelle génération de crise de leadership, inhérente aux enjeux de la transition politique, notamment la réforme du secteur de la sécurité. La question de la crise du leadership sera donc examinée par rapport à ses effets sur la bonne gouvernance sécuritaire et à l'aune de la mise en place de la réforme du secteur de la sécurité (RSS).

#### 1.2.1. Les effets de la crise du leadership sur la bonne gouvernance sécuritaire

Lorsque l'on parle d'insécurité au Sahel, viennent immédiatement à l'esprit le terrorisme, la criminalité organisée, la circulation des armes légères et les flux migratoires massifs. On ne saurait certes les minimiser, mais convient-il de rappeler que l'insécurité au Sahel est liée également à la crise de leadership politique et sécuritaire, née dans le sillage de la construction de l'Etat post-colonial. Ce facteur ancien, toujours d'actualité, représente un obstacle quant à la fiabilité et à l'efficacité de la gouvernance sécuritaire. Trois phénomènes viennent illustrer ce propos, le contexte de transition politique, l'endogénéisation du terrorisme et la normalité de l'économie grise. La situation varie certainement d'un pays à l'autre, mais la connectivité de la région augmente la complexité de ces trois réalités.

##### *Contexte transition politique chargé d'incertitudes*

Au-delà du jeu politique qui a pris forme dans la région, l'enjeu de la transition est la redéfinition des rapports entre les trois piliers de l'identité politique: le pouvoir civil, le militaire et la multiethnicité. Or, cet enjeu a été très mal négocié dans le cas malien, par exemple, en raison de l'incapacité des maliens à ériger un système politique basé sur l'alternance et intégrant les différentes composantes ethniques du pays. Le *statu quo* a favorisé, chemin faisant, la désintégration progressive des compétences de l'Etat qui se matérialise, d'une part par une très faible présence sécuritaire dans le nord du pays et, d'autre part, par l'acuité du nationalisme touarègue<sup>18</sup>.

---

<sup>18</sup> EL HOUDAIGUI, R. (2016).

### *Endogénéisation du terrorisme au Sahel*

Le terrorisme tout comme le radicalisme au Sahel est passé d'une logique d'intrusion à une logique de reproduction locale. En effet, jusqu'à la fin des années 1990, le Sahel fut épargné de toute contagion terroriste. Mais au fil des ans l'ancrage dans la bande sahélienne des éléments du GIA (puis GSPC) ainsi qu'AQMI vont alors s'affirmer essentiellement au Mali. Entre temps, les États de la région sont restés indifférents à cette intrusion, certainement par impuissance et indétermination. Cependant, la crise malienne changera complètement la donne, dès lors que la jonction de facteurs multiples va favoriser l'émergence d'un radicalisme terroriste sahélien capable de se réorganiser et de se projeter. Le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), principale alliance jihadiste du Sahel<sup>19</sup>, est le produit du processus d'endogénéisation du radicalisme terroriste au Sahel.

### *Normalité de l'économie grise*

Le développement de l'économie grise, basée sur la prédation et les activités illégales, voire criminelles, a ouvert une brèche dans le dispositif sécuritaire et économique des pays. C'est par exemple le cas des flux de contrebande et des trafics illicites de migrants, de drogue et d'armes à feu. En dépit des efforts consentis par les États dans le cadre des partenariats internationaux, la criminalité transnationale organisée continue de bénéficier en fait de la porosité des frontières et de la faiblesse des institutions étatiques pour s'étendre. Dans ce contexte, la mobilité de ces acteurs infra-étatiques et leur déploiement redéfinit les rapports de force avec le risque pour les États que ces réseaux se transforment en acteur politique, ou du moins en pourvoyeur des forces politiques en présence. Par ailleurs, ce n'est pas tant l'immensité du territoire sur lequel ces réseaux évoluent qui empêchait leur neutralisation, que leur enracinement dans un environnement propice aux trafics illicites et l'absence d'hostilité d'une grande partie de la population à leur égard<sup>20</sup>.

### **1.2.2. La crise du leadership comme obstacle à la réforme du secteur de la sécurité (RSS)**

La RSS<sup>21</sup> est une composante importante d'un processus plus large de démocratisation et de réforme. Elle ne vise pas seulement à réformer l'armée, la police ou la justice séparément, mais à réformer tout le secteur

---

<sup>19</sup> Le groupe naît le 1er mars 2017 de l'alliance entre *Ansar Dine*, les éléments d'AQMI dans le Sahel, la *Katiba Macina* et la *Katiba al-Mourabitoune*.

<sup>20</sup> PLAGNOL, H. and LONCLE, F. (2012).

<sup>21</sup> Selon les Nations Unies, le SSR «vise à améliorer la sécurité en améliorant l'efficacité et la responsabilisation des institutions de sécurité contrôlées par les civils et opérant conformément aux droits de l'homme et à l'État de droit».

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

de sécurité et à le soumettre à un contrôle démocratique. En Afrique, l'approche RSS a été mise en œuvre pendant les années quatre-vingt-dix. Cependant, c'est l'adoption par l'UA du cadre politique général d'orientation de la RSS (2013), suivi du lancement par la CEDEAO du Cadre de politique régionale sur la réforme du Secteur de la sécurité et de la gouvernance (2014) qui constituent un tournant majeur et réel dans l'institutionnalisation des bonnes pratiques<sup>22</sup>.

C'est dans ce contexte qu'il faut inscrire les efforts déployés par les pays du Sahel dans la lutte contre les problèmes de sécurité, en particulier par la mise en place de la RSS. Or, tout se passe aujourd'hui comme si la RSS dans cette région se révèle beaucoup plus problématique qu'on pourrait le penser. En effet, la primauté de l'État sur l'ordre social consacre la prédominance majeure de l'exécutif sur le processus de réforme, alors même que l'un des objectifs de la RSS est l'inclusion du pouvoir législatif et de la société civile dans la dynamique de transformation. In fine, lorsque le leadership est solide et autoritaire, il est directif, et lorsqu'il est faible, c'est toute la chaîne de commandement politique et militaire qui se trouve fragilisée, voire ébranlée. Au Sahel, cette équation fait apparaître des contraintes inéluctables à la RSS.

- La première contrainte est d'ordre politique, le monopole par le pouvoir central des affaires sécuritaires ne laisse qu'une place marginale aux chefs traditionnels et aux mécanismes de résolution informels. Ce qui prive l'Etat d'un relais d'information et d'influence très important. Cette rupture explique la tendance préoccupante des tensions intercommunautaires comme au centre du Mali (juillet 2018), au Niger (mai 2018), au nord-est du Burkina Faso (janvier 2019) et au Tchad (avril 2019).
- Une autre conséquence du contrôle étroit exercé par l'exécutif dans un contexte sécuritaire dégradé ne permet pas à la RSS de dépasser le volet opérationnel des réformes afin de se focaliser sur l'aspect gouvernance. L'analyse fine de la RSS au Sahel démontre que le renforcement des capacités militaires et sécuritaires ne vaut pas grand chose en l'absence de mesures de bonne gouvernance.
- L'absence de leadership solide est un facteur majeur de l'échec de la RSS. Au Mali par exemple, les forces de sécurité intérieures semblent démunies pour conduire le programme de DDR (Désarmement, démobilisation et réintégration). Or le succès de la RSS est tributaire du processus de DDR. De même l'incapacité à gérer les efforts de réforme dans le milieu militaire explique des défis sécuritaires de taille auxquels se heurtent les forces de sécurité et de défense aux frontières Mali-Niger-Burkina Faso.

---

<sup>22</sup> Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies, UN, New York, Décembre, 2018; disponible sur: <https://www.un.org/annualreport/>

### 1.3. Identités, religion, déracinement et prosélytisme idéologique

Le Sahel est une terre de crises multiples dans laquelle de nombreux facteurs ont créé les conditions pour la croissance de nouvelles menaces dans «l'espace «5+5». Les pays «5 + 5» sont confrontés à d'importants défis de la part des pays du Sahel, dont beaucoup sont liés à un lien avec la dimension sécuritaire, le flux de migrants et les menaces extrémistes violentes<sup>23</sup>.

Le développement d'une scène religieuse radicale au Sahel a été fortement influencé par un contexte local et régional instable. En exploitant la perméabilité des frontières de la région, la terreur, les groupes radicaux et criminels ont comblé les vides politiques, profitant du profond ressentiment des groupes sociaux et des ethnies locales (tels que les Touaregs, les tribus arabes, les Maures, les Peuls, les Songhaïs et les Fulanis au Mali, au Niger et au Burkina Faso) envers les autorités centrales<sup>24</sup>.

Ces groupes, terroristes, radicaux et criminels se sont présentés comme des défenseurs des communautés locales contre les abus présumés de l'État central. Afin de renforcer la confiance des communautés locales en eux, certains dirigeants djihadistes-salafistes ont conclu des mariages et des liens de parenté, gagnant ainsi confiance et influence dans la dynamique locale. La fragmentation des autorités politiques locales et centrales a permis aux milices armées de saper les gouvernements locaux et de s'emparer du pouvoir, ce qui leur a permis d'acquérir une présence territoriale significative.<sup>25</sup>

En outre, les groupes terroristes ont profité de l'incapacité des gouvernements centraux à fournir des services de base et une protection aux communautés locales et à apaiser les tensions et les conflits locaux sur l'accès aux ressources naturelles, alimentant le ressentiment des communautés locales envers l'État central et augmentant le recrutement parmi elles<sup>26</sup>.

Après la chute de Kadhafi en Libye en 2011, plusieurs groupes armés sont apparus dans le scénario de crise de la région Sahara-Sahel. Beaucoup d'entre eux ont proliféré dans le sud de l'Algérie, l'est de la Mauritanie, le nord du Mali, le sud-ouest du Niger et, ces dernières années, dans les régions septentrionales du Burkina Faso. Ces groupes montrent une «résurgence progressive et un réalignement des groupes armés djihadistes qui ont étendu leur rayon d'action plus au sud, au-delà des frontières du nord-ouest de l'Afrique, où ils interviennent dans les conflits déjà

---

<sup>23</sup> DENTICE, G. (2018).

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Ibid.

<sup>26</sup> Ibid.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

existants et interagissent avec eux – et ont accru les défis pour la stabilité régionale». Une multitude d'acteurs opèrent dans ce paysage complexe et fragmenté, parmi lequel les groupes djihadistes-salafistes continuent de se tailler la part du lion, la plupart d'entre eux situés dans le sud de l'Algérie, le nord du Mali et le sud-ouest de Niger<sup>27</sup>.

### **1.3.1. Pourquoi est-il important de connaître les identités, la religion, le déracinement et le prosélytisme idéologique pour analyser les facteurs qui contribuent au terrorisme dans les pays du Sahel?**

Le terme «système social» est une grande classification et les éléments qui le composent peuvent inclure la famille, les groupes culturels, les organisations religieuses, les organisations ethniques et les États, entre autres. Le système social est une unité complexe formée de nombreuses composantes souvent diverses soumises à un plan commun ou servant un objectif commun<sup>28</sup>.

Une société est un système de sous-systèmes et les changements sociaux sont entraînés par la dynamique interne des parties (sans exclure les influences externes) et par le couplage des parties dans l'ensemble; les actions sociales sont considérées comme la conséquence des tendances dynamiques de chaque sous-système et de l'interaction des sous-systèmes.

Un système social est un ensemble limité d'activités interdépendantes qui, ensemble, constituent une entité unique; il est basé sur des individus ou des groupes de personnes qui interagissent et s'influencent mutuellement. Ces groupes et organisations au sein du système social peuvent être identifiés comme des «sous-systèmes» du système social. Si une partie d'un système est elle-même un système, alors cette composante est classée comme le sous-système du plus grand. Ainsi, toute organisation ou groupe peut être classé comme un sous-système de la société. La société contient divers types de sous-systèmes parce que la société dans son ensemble attend et tire certains avantages de l'existence de ces sous-systèmes<sup>29</sup>.

Selon Talcott Parsons, il y a quatre constituants principaux qui font partie du système plus général de la dynamique sociale:

1. Les systèmes sociaux,
2. Les systèmes culturels,
3. Les systèmes de personnalité,
4. Les Organismes comportementaux.

---

<sup>27</sup> Ibid.

<sup>28</sup> Ibid.

<sup>29</sup> PARSONS, T. (1971).



## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

Tous les quatre sont définis de manière abstraite par rapport au comportement concret de l'interaction sociale.<sup>30</sup>

Les sous-systèmes sont des unités sociales créées et entretenues par la société afin d'aider la société elle-même à accomplir des tâches impossibles à accomplir en l'absence de tels sous-systèmes:

*-Fourniture de moyens pour répondre à des besoins communs:* les sous-systèmes fournissent des moyens de répondre aux différents types de besoins du groupe allant des besoins de base aux besoins avancés (exemple: possibilités d'emploi, sécurité et sûreté, soutien collectif).

*-Les sous-systèmes préservent les connaissances, les normes traditionnelles, les règles et la justice:* la plupart des règles communes sont respectées, appliquées et transmises aux nouvelles générations par les sous-systèmes.

*-Les sous-systèmes font la société entière:* par convention, surtout en sociologie, on pense que la société est un ensemble d'individus et de leurs familles; dans des groupes culturels spécifiques, les individus sont une partie subordonnée du groupe (sous-système), qui se trouve dans une position prédominante (les besoins individuels sont moins importants que les besoins du groupe)<sup>31</sup>

Enfin, parce que toute société est un ensemble de différents types de sous-systèmes, il est fondamental d'être conscient des équilibres internes et des dynamiques externes afin d'interagir et de communiquer avec ses éléments. En bref, les sous-systèmes sont le sujet avec lequel les gouvernements nationaux doivent communiquer et coopérer<sup>32</sup>.

### 1.4. Manque de développement économique

Dans la région du Sahel, les problèmes liés au sous-développement économique, à l'instabilité politique et sécuritaire et à la faible résilience des États restent considérables. Les pays de la région figurent ainsi parmi les plus pauvres et les plus fragiles en termes de développement humain. En dépit d'une croissance économique de 4,9 % en 2017 et 2018<sup>33</sup>, la région dans son ensemble doit affronter un nombre considérable de défis<sup>34</sup>.

L'emploi et le marché du travail constituent un défi majeur pour la région, en raison du déséquilibre durable entre le nombre de jeunes à la

---

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> BERTOLOTTI, C. (2014, p.62).

<sup>32</sup> Ibid.

<sup>33</sup> Data retrieved from IMF (2019).

<sup>34</sup> The AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP (2019) conclut que pour éviter de graves tensions sociales, la croissance économique du PIB africain devrait être de 6%, maintenue pendant deux décennies et demie.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

recherche d'un emploi et la capacité d'absorption des économies<sup>35</sup> nationales. D'autant plus que le secteur public, principal pourvoyeur d'emplois, n'est plus en mesure d'absorber le quota annuel de jeunes diplômés. Une autre conséquence de l'explosion démographique est la tendance à l'urbanisation incontrôlée. Le flux de migrants des campagnes vers les villes conduit à la constitution dans les grandes villes de réservoirs de main-d'œuvre peu utilisés. Il est important de noter que l'emploi dans la région du Sahel est dominé par le secteur informel<sup>36</sup>. Cela se traduit par de mauvaises conditions de travail et une instabilité. Ils pourraient également constituer un argument puissant en faveur de la migration.

Un autre type d'économie informelle est dominé par la contrebande de denrées alimentaires, le trafic de cigarettes, de véhicules, d'objets archéologiques et de stupéfiants, dont la cocaïne en provenance d'Amérique latine, par le biais de sa pénétration en Afrique de l'Ouest. Les zones de non-droit dans la région sahélienne se multiplient, étant connues comme une véritable plaque tournante pour la circulation illégale d'armes légères. L'immensité du désert empêche toute revendication de contrôle territorial et ne permet pas aux gouvernements locaux d'exercer leurs fonctions souveraines. Les groupes djihadistes ne manquent donc pas l'occasion d'exploiter une telle situation, en accordant une protection aux réseaux mafieux locaux en échange de récompenses financières, qu'ils utilisent pour financer leurs activités terroristes<sup>37</sup>. Cette économie grise draine les ressources destinées à l'investissement et au développement économique et entrave les activités économiques légales comme l'agriculture, l'élevage et le commerce. Ses liens avec le terrorisme sont traités dans la section 1.2.1 du présent rapport.

**Tableau 2. Données économiques des pays du Sahel du G5.**

Pays	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Chad	Niger
PIB* par habitant (USD, PPA)	3,950	2,214	1,862	1,941	1,017
Population vivant sous le seuil de pauvreté**)	6%	49.7%	43.7%	38.4%	44.5%
Croissance du PIB réel (2017)	3.5%	5.3%	6.7%	-3%	4.9%
Perspectives de croissance du PIB réel (2020)	5.8%	4.9%	6%	3.4%	6%

<sup>35</sup> Selon la Banque mondiale, les taux de chômage dans le Sahel du G5 ne sont pas parmi les plus élevés de l'Afrique subsaharienne qui dépasse les 15%. Selon QUAK, E.J. (2018), le chômage est plus élevé chez les jeunes et les femmes dans les cinq pays du Sahel. QUAK, E.J. (2018).

<sup>36</sup> QUAK, E.J. (2018) mentionne qu'au Burkina Faso, seulement 10 % de l'emploi total estimé en 2015 était formel, dont 22,6 % est public (FMI, 2018). Au Niger, 80 % de la main-d'œuvre minière travaille dans le secteur informel (Département d'État américain, 2013).

<sup>37</sup> Cf., on this point, the analysis developed by GAYE, S.B. (2018).

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

Pays	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Chad	Niger
Part de l'agriculture dans le PIB	23.1%	38.3%	28.7%	49.1%	39.7%
IDH 2018***	159	182	183	186	189

**Source:** UNESCO (2017). Perspectives économiques mondiales (2019). (\*) Produit intérieur brut. (\*\*) 1,90 \$ par jour, 2006-2016. (\*\*\*) Indice de développement humain de 189 pays.

Le tableau 2 montre quelques données macroéconomiques pour les pays du G5 au Sahel, dans lesquelles il est possible d'apprécier qu'à l'exception de la Mauritanie, les autres pays se classent dans les positions les plus basses de l'Indice de Développement Humain. Un autre résultat frappant est le pourcentage de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1,9 USD par jour au Mali, au Niger, au Burkina Faso et au Tchad. Le PIB par habitant est particulièrement faible au Niger, au Burkina Faso et au Tchad, mais l'écart, entre l'ensemble du groupe et la moyenne mondiale du PIB par habitant, qui était en 2017 de 17 300 USD (PPA), est énorme.

Les tendances démographiques et les caractéristiques sociales du Sahel qui ont été expliquées dans la section 1.1, ainsi que les effets incessants du changement climatique, compliquent encore la situation économique de cette région. D'autant plus que l'on considère que la majeure partie de la population est dépendante de l'agriculture pluviale et de l'élevage transhumant. L'agriculture au Sahel est un contributeur majeur au PIB (voir tableau 2) et emploie la majorité de la main-d'œuvre de la région (voir tableau 1). Malheureusement, selon ESSOUNGO, A.M (2013), «l'agriculture reste très sous-développée et se caractérise par une dépendance presque totale de trois à quatre mois de pluie par an, ainsi que par une faible utilisation d'intrants externes tels que les semences et les engrais, l'absence de mécanisation et de mauvaises liaisons avec les marchés».

L'irrégularité des précipitations, ainsi que la réduction des saisons des pluies et l'avancée du désert, notamment au Mali et au Niger, entraînent la réduction des terres exploitables, l'évolution imprévisible des ressources en eau, la rareté des pâturages et l'aggravation de la pauvreté. Les Nations Unies estiment qu'environ 80 % des terres agricoles du Sahel sont dégradées. Cela n'est pas sans conséquences dans toutes les dimensions de la sécurité alimentaire (disponibilité des aliments, accessibilité des aliments, utilisation des aliments, stabilité du système alimentaire). Selon le CICR (2019), 33 millions de personnes sont en situation d'instabilité alimentaire au Sahel. Le lac Tchad dont la taille a diminué de 90% en 50 ans, affectant les ressources agricoles, pastorales et halieutiques, est un exemple des conséquences néfastes de la combinaison du changement climatique et de l'explosion démographique. En l'absence d'action immédiate, le réchauffement climatique aggrave la pauvreté, affaiblit encore les services publics et réduit la résilience économique de certains pays.

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

L'agriculture est axée sur la production alimentaire et le coton est le principal produit de la production agricole non alimentaire (Mali, Burkina Faso et Tchad), sa principale destination étant l'exportation. En ce qui concerne le secteur secondaire, il est sous-développé dans la région. L'industrie manufacturière liée au secteur agroalimentaire est la source la plus importante d'emplois dans l'industrie (50%). Enfin, l'industrie extractive a connu une croissance importante dans certains pays<sup>38</sup>. Bien qu'il s'agisse d'une activité rentable, elle n'emploie pas beaucoup de travailleurs.

Ensuite les caractéristiques économiques des pays du sahel traduisent quatre faiblesses majeures:

1. La croissance, du reste relative, tirée de l'exportation de matières premières ne profite pas toujours à la majeure partie des populations et des régions.
2. Le secteur agricole qui constitue la principale source de subsistance se heurte à ses propres limites de productivité liées aux pressions foncières découlant de la croissance rapide de la population, à la volatilité des prix des denrées alimentaires et aux aléas climatiques.
3. L'industrie n'a jusqu'ici pas sa place dans les économies sahéliennes. L'industrie malienne, la plus développée dans la région, ne contribue que de manière modeste à la croissance;
4. L'insuffisance des infrastructures sociales et économiques ainsi que l'enjeu de l'accès aux savoirs freinent le décollage de ces pays.

Ainsi, dans un contexte d'insuffisance structurelle de l'épargne nationale et de très faible attractivité pour les investissements directs étrangers, la tendance à la hausse de la demande de produits alimentaires et d'autres besoins sociaux de base ne va pas sans peser sur les équilibres budgétaires, fortement dépendants de l'aide publique au développement. Cependant, l'aide internationale au développement pour le Sahel ne semble pas apporter de solutions durables aux problèmes structurels de la région. La ponctualité et le caractère de premier secours des approches adoptées depuis des décennies, ainsi que le manque de coordination entre les différents acteurs internationaux, expliquent l'inefficacité pratique de la politique d'aide. En outre, l'irresponsabilité générée par les fonds de l'aide publique au développement a indirectement créé une situation de dépendance qui empêche l'appropriation nationale et locale du processus de développement.

D'autre part, la lutte contre le terrorisme et l'insécurité coûte cher aux économies des cinq pays. En effet, la part des dépenses militaires sur l'ensemble des dépenses publique a globalement augmenté depuis 2011 selon le IMF (2019). Si les dépenses militaires au Tchad ont été stables,

---

<sup>38</sup> Selon QUAK, E.J. (2018), le Tchad produit principalement du pétrole, la Mauritanie du fer, le Niger de l'uranium, et le Burkina Faso et le Mali de l'or.

13,83% du budget national. Les trois autres pays ont revu à la hausse leurs dépenses sécuritaires pour atteindre en 2018, 22 % du budget national pour le Mali, 15 % pour le Niger et le Burkina Faso. Les coûts macroéconomiques et budgétaires de la sécurité dans un contexte économique et sécuritaire aléatoire continueront certainement de peser sur la capacité des autorités à réaliser leurs objectifs de développement durable. Ces pays font face au dilemme des obligations d'ordre sécuritaires et des priorités économiques nécessaires pour dynamiser la croissance à long terme. La mutualisation des efforts, des actions et des moyens financiers dans le cadre du G5 Sahel pourrait atténuer le poids des dépenses sécuritaires dans les budgets nationaux des pays membres.

En somme, les facteurs économiques impactent la vie au quotidien des populations et favorisent les conditions des flux migratoires massifs vers de nouvelles opportunités économiques pour bâtir une vie meilleure. Cette situation provoque un stress sécuritaire au Sahel, en Afrique du Nord et en Europe.. En conséquence, le niveau de pauvreté déjà critique que connaissent certains pays de la région risque d'aggraver et de renforcer les sentiments de frustration que les populations pauvres tenteront d'apaiser, pour le meilleur ou pour le pire, soit par l'accroissement des flux de candidats à l'émigration clandestine, soit par leur engagement dans les activités de l'économie informelle.

### 1.5. Facteurs externes expliquant le terrorisme dans la région du Sahel

Le terrorisme au Sahel est-il principalement motivé par des facteurs internes ou externes? L'importance des facteurs externes fait l'objet d'une certaine controverse dans l'analyse du terrorisme. Certains nient tout rôle significatif des facteurs externes dans l'explication du terrorisme, affirmant que tout terrorisme est local, que comme le souligne MATFESS, H. (2019)<sup>39</sup>. Bien qu'il soit important, bien sûr, de ne pas ignorer les facteurs locaux et nationaux, prétendre que les facteurs externes a priori ne sont jamais pertinents dans une région du globe n'a aucun sens.

Il est évident que cela n'a aucun sens lorsqu'il s'agit d'une vague transnationale de groupes terroristes *takfiri jihadistes*<sup>40</sup> actifs dans la région du Sahel et au-delà. Ces réseaux terroristes présents au Sahel déclarent souvent publiquement leur affiliation à l'ISIS ou à Al-Qaïda, faisant ainsi la promotion de ces marques mondiales et les utilisant comme outil de recrutement. Plus important encore, ils se sont déplacés et ont perpétré des attaques terroristes, notamment contre des cibles occidentales, au-delà

---

<sup>39</sup> Voir aussi, GBERIE, L. (2016).

<sup>40</sup> La *takfir* La doctrine promulgue la réduction d'un musulman par un autre musulman à la catégorie des infidèles, ou pire, un apostat, un traître à sa religion et donc résigné à la peine capitale. Le réseau terroriste Al-Qaïda a utilisé cette doctrine pour justifier les assassinats de musulmans depuis sa création (Pérez Ventura, O. (2013).

## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

des frontières des États dans l'ensemble du Sahel et au-delà, en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest.

Avant de tenter de nouveau d'examiner les facteurs externes les plus importants et la meilleure façon de les contrecarrer, il est important de les énumérer et d'expliquer brièvement comment ils ont influencé le phénomène du terrorisme dans le Sahel. Le facteur externe le plus évident et le plus immédiat qui a déclenché cette récente vague majeure de terrorisme *takfiri jihadiste* au Sahel a été la chute du régime de Kadhafi en Libye, après qu'un soulèvement interne ait conduit à une intervention étrangère en 2011. Cela a entraîné à la fois un retour au sud des milices Touaregs qui avaient auparavant fui le Mali, et un afflux important d'armes modernes dans le Sahel. Cela a été un facteur majeur dans le déclenchement de la crise qui a failli conduire à la prise de contrôle du Mali par les djihadistes en 2011 et a transformé le pays en l'épicentre des réseaux djihadistes de la région. Bien sûr, cela a été le cas aussi parce qu'il y a eu des problèmes structurels internes récurrents concernant la pleine intégration des communautés Touaregs dans un certain nombre d'États de la région, ainsi qu'une asymétrie des investissements publics et du développement économique désavantageant les régions sahéliennes du nord par rapport aux régions du sud dans des pays comme le Mali.

Un autre facteur externe important est la contagion régionale. La menace dans un pays de la région du Sahel s'étend à certains de ses voisins, déclenchant un effet domino, en raison de: longues frontières poreuses; chevauchement de groupes ethniques au-delà de frontières récemment conçues par les puissances coloniales, avec peu ou pas de liens avec les réalités sur le terrain; États faibles ayant beaucoup de mal à gouverner efficacement de vastes territoires. Ceci est particulièrement important pour expliquer la propagation de la menace terroriste *takfiri jihadiste* du Mali, au Niger, au Tchad, au Burkina Faso, etc.

En outre, il existe un certain nombre de facteurs externes plus diffus, dont certains sont liés à des sujets abordés dans d'autres sections du présent rapport. Il est important de noter que ces facteurs agissent moins comme un déclencheur mais de manière plus cumulative dans le temps, contribuant à créer ou à renforcer les conditions structurelles qui facilitent le recrutement par des groupes radicalisés qui prônent ou pratiquent la violence contre d'autres personnes considérées comme des infidèles ou des apostats (ce que la plupart des musulmans traditionnels sont à des réseaux *takfiri*). Parmi ces facteurs externes plus diffus ou structurels ayant un impact plus indirect dans la promotion du terrorisme *takfiri jihadiste*, trois méritent d'être soulignés.

- Tout d'abord, le trafic transnational illégal, généralement basé sur la transformation de très anciennes routes commerciales à travers le Sahara en réseaux de commerce criminel extrêmement lucratifs

de drogues, d'armes et de migrants. Cela peut être considéré comme un exemple sahélien du côté obscur de la mondialisation. Bien qu'il existe une forte demande extérieure d'armes, de migrants et de drogues (notamment en provenance d'Europe), ce corridor sahélien, entre l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord, continuera à être vulnérable à une très importante activité économique illégale. En particulier, étant donné l'absence d'alternatives économiques légales tout aussi attrayantes, ces réseaux économiques transnationaux constituent à la fois une source de revenus importante pour les réseaux terroristes et un frein majeur à la coopération des populations locales impliquées dans ces activités illégales avec les autorités nationales dans la lutte contre les réseaux terroristes.

- Deuxièmement, l'impact du changement climatique mondial, principalement dû aux décisions prises dans les régions les plus développées du monde depuis le début de l'ère industrielle. Il s'agit d'un défi mondial, mais particulièrement aigu pour la région du Sahel, une région qui se définit littéralement comme étant la frontière entre le plus grand désert de la planète et la savane africaine et qui est gouvernée de façon précaire par certains des États les plus pauvres du monde. La désertification croissante et la rareté des ressources dans les régions rurales sont les principaux facteurs de stress économique et social et de griefs<sup>41</sup>, et contribuent donc à créer des conditions qui facilitent le recrutement par des réseaux terroristes radicaux et violents.

Troisièmement, il y a le rôle crucial du financement externe des écoles religieuses fondamentalistes radicales, wahhabites ou salafistes, qui connaissent une expansion rapide. Ce problème se pose dans le monde musulman et au-delà, en raison des énormes ressources des pays du Golfe riches en pétrole (la section 1.5.1 analyse ce sujet en profondeur).

Tous ces facteurs, en somme, rendent la radicalisation violente plus probable en rendant plus attrayante l'analyse coûts-avantages de l'engagement ou non dans des réseaux terroristes.

### **1.5.1. Le prosélytisme salafiste, un catalyseur avéré du radicalisme violent**

Usant d'une rhétorique qui emprunte à la religion musulmane l'essentiel de ses fondements, l'*islamisme salafiste* porte les germes de la discordie (la «*fitna*») en s'inscrivant dans une logique de confrontation non seulement avec les adeptes d'autres religions, mais également avec de larges pans des sociétés musulmanes, auxquels il est reproché leur faible islamisation. Sous cet angle, il n'est pas erroné d'indiquer que le *wahha-*

---

<sup>41</sup> Cette question est traitée au point 1.4.



## 1. Analyse des facteurs qui contribuent au terrorisme...

---

*bisme* représente le vecteur le plus incisif du prosélytisme salafiste, du fait qu'il bénéficie de l'appui logistique des monarchies du Golfe.

*Le wahhabisme, incubateur sournois du prosélytisme salafiste au Sahel*

Le *wahhabisme* est issu de l'école spirituelle *hanbalite* dont le fondateur, Ahmad Ibn Hanbal (780-855) relayé plus tard par Ibn Taymiyya (1263-1328), se distingue par son *fondamentalisme*, c'est-à-dire son attachement à *l'islam des origines* (la *Salafiya*), incarné par la *Sunna* (tradition) du prophète Mohamed et les actions de ses compagnons. Ainsi, prônant la stricte application de la *charia* comme source de législation et le *djihad* en tant que moyen de préservation de l'islam des fausses interprétations induites par les pratiques du *soufisme*, mais aussi au sens de combat contre les forces qui œuvrent à son confinement, le *wahhabisme* originel s'érige en fer de lance de la lutte contre les chrétiens et les juifs, la dénonciation du *chiisme* et le culte des saints<sup>42</sup>.

En Afrique subsaharienne et notamment au Sahel, l'emprise du *wahhabisme* se décline comme étant la résultante de ce que les analystes appellent la *diplomatie religieuse* de certaines monarchies du Golfe<sup>43</sup>. De fait, se fondant sur le précepte de la *da'wa wal irchad* (prédication et bienfaisance), ces théocraties se livrent au sponsoring de l'islam *wahhabite* en agissant sur deux fronts: le financement des mosquées et la formation des imams. Ainsi, plaçant la promotion de l'islam *wahhabite* au cœur de leur politique étrangère, ces monarchies investissent des sommes colossales dans la construction, la rénovation et le fonctionnement d'une multitude de mosquées africaines, comme au Cameroun, au Ghana, en Guinée, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria, en Ouganda, au Soudan et au Tchad.

En particulier, la formation des imams subsahariens selon les canons du *wahhabisme*, va pousser ces derniers à reléguer l'islam traditionnel africain (le soufisme des confréries *Tidjania* et *Qaddiriya*) au rang de sous-produit de la *djahilia* (période antéislamique assimilée au règne de l'ignorance). De surcroît, la mobilisation et l'acheminement des «*combattants de l'islam*» vers l'Afghanistan et la Bosnie-Herzégovine respectivement au début des années 1980 et 1990, vont achever de façonner ce que d'aucuns appellent *l'internationale salafiste*, une nébuleuse dont une large partie des adeptes de différentes nationalités intégrera Al Qaïda d'Oussama Ben Laden et, plus tard, les organisations djihadistes qui feront florès dans le monde arabe et dans la région sahélo-saharienne.

Ce sont ces organisations *salafistes*, fortement imprégnées du dogme *wahhabite*, qui entreprendront des actions de *salubrité islamique*, en s'attaquant aux élites gouvernantes locales accusées de *mécréance* et

---

<sup>42</sup> DELCAMBRE, A.M. (2010). Cf. aussi, BENZINE, R. (2008).

<sup>43</sup> AMMOUR, L.A. (2018).

d'*inféodation* à l'Occident, mais également en ravageant sans retenue les vestiges ancestraux des régions soumises à leur *diktat*<sup>44</sup>.

### *La prégnance de l'islamisme salafiste au Sahel*

Au Sahel, l'influence du courant salafiste ne s'est pas manifestée dans le seul secteur éducatif, où le nombre d'écoles coraniques et des *médersas* a connu une progression remarquable à partir des années 1990. Sa prégnance a également gagné les milieux associatifs, où nombre d'associations religieuses et para religieuses disputent aux Etats le monopole des œuvres de bienfaisance, mais aussi le champ socio-politique, comme au Mali où les pressions exercées sur les autorités ont permis au H.C.I.M. (Haut Conseil Islamique du Mali) dirigé par l'imam *salafiste* Mahmoud Dicko, d'obtenir la révision du Code de la Famille en l'expurgeant de ses dispositions progressistes, jugées contraires aux fondements islamiques.

Pendant, au-delà de la *compétition idéologique* dans laquelle s'engage la mouvance islamique *salafiste* pour conquérir des espaces publics au Sahel, grâce notamment aux prêches dans les mosquées, aux actions de proximité dans le cadre des mouvements associatifs, ou encore par le biais des discours extrémistes relayés par les organes de presse écrite et audiovisuelle, l'activisme salafiste au Sahel se manifeste également par une succession d'affrontements violents que les *salafistes* engagent à l'encontre des confréries soufies, comme ceux qui émaillent de manière récurrente les rapports entre *Izalistes* et partisans de la confrérie *Tidjaniya* au Niger.

De surcroît, l'empreinte du *salafisme* s'est révélée avec éclat lorsque, pénétrant dans Tombouctou en 2012, les *djihadistes* d'*Ansar-Eddine* liés à *Al-Qaïda* et dirigés par Iyad Ag Ghali, ont cherché à imposer leur modèle de société en détruisant les débits de boisson, en proscrivant les cigarettes, la musique, le cinéma et en brisant toutes les statuettes traditionnelles considérées comme *hérétiques*. De surcroît, leur radicalisme a trouvé son expression la plus nette dans l'acharnement des terroristes à ravager les vestiges religieux et culturels de la région, tels que les mausolées et les mosquées assimilées aux symboles de «*pratiques déviantes*», contraires aux préceptes de l'islam *salafiste*<sup>45</sup>.

---

<sup>44</sup> La démolition des tombeaux et des monuments historiques est une caractéristique de l'œuvre «purificatrice» des adeptes du wahhabisme, comme l'illustrent la destruction des mosquées et l'éventration des tombeaux des saints de l'islam dans la presqu'île arabique elle-même, en 1803; l'anéantissement des sites historiques des Bouddhas de Bâmiyân par les Talibans afghans (2001); l'abattement des sanctuaires soufis libyens après la chute de Gaddafi et, par la suite, les attaques de Daech contre les sites antiques d'Irak et le site archéologique de Palmyre en Syrie (2015).

<sup>45</sup> De ce point de vue, les révélations faites par Ahmad Al Faqi Al Mahdi, reconnu par la Cour Pénale Internationale coupable de crimes de guerre, pour avoir dirigé et exécuté, en juin et juillet 2012, l'opération de destruction de dix monuments à Tombouctou, permettent de confirmer la filiation établie entre la doctrine *wahhabite* et le *djihadisme* au Sahel.



## **2. APPROCHE CULTURELLE POUR SOUTENIR LA RÉSILIENCE CONTRE LE TERRORISME DANS LA RÉGION DU SAHEL**

La fragilisation, voire dans certains cas la décomposition de l'identité traditionnelle locale mais aussi de l'identité politique nationale dans les pays du Sahel, alimentent le sentiment de déracinement des populations dans un contexte de crise persistante de la relation entre Etats et sociétés. Il faut y voir là un facteur puissant de la montée de l'extrémisme violent dans la zone sahélo-saharienne.

Nombre de territoires de cette région connaissent une désagrégation de leur économie et des modes d'organisation sociale traditionnels, générant une crise politique et culturelle profonde au sein des sociétés sahélo-sahariennes. La crise de l'Etat et du territoire débouche ainsi sur des tensions ethnico-politiques entre d'une part, des institutions étatiques souvent considérées comme déficientes ou discriminantes, et d'autre part, les populations locales en manque d'identité, de repères culturels et historiques, traversées par de nouvelles solidarités, ce qui peut favoriser la légitimation de la violence djihadiste.

A partir de ce constat, il apparaît qu'à côté des aspects sécuritaires, militaires et stratégiques de la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme, la dimension *soft power* prenant en compte le facteur humain est essentielle pour mieux appréhender ces phénomènes et les combattre. En particulier, le concept de «résilience» des populations locales en soutien à la lutte anti-terroriste apparaît primordial. A partir de là, il apparaît que les questions culturelles (ou socio-culturelles) sont centrales et supposent des actions multiples en direction des sociétés civiles des pays du Sahel concernés.

La question de l'éducation: elle soulève le problème des politiques éducatives, lorsque celles-ci existent, dans des Etats-Nations qui sont des constructions récentes et fragiles, aux contours identitaires mal définis. Elle met aussi en évidence le risque posé par l'existence d'un système éducatif dual, qui menace la cohésion nationale et dont une partie peut échapper à tout contrôle et encourager éventuellement l'extrémisme.

La question de la religion, complémentaire de la précédente, est également très sensible. Il convient d'éviter que les systèmes éducatifs de-

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

viennent des fabriques de l'extrémisme, d'où la nécessité de s'appuyer sur les pôles religieux traditionnels et encourager en même temps l'émergence de nouveaux leaders et référents. Cela passe aussi par l'utilisation des discours publics, des médias, pour promouvoir les formes de religiosité non extrémistes.

Le rôle de la «société civile» et la nécessité de sa mobilisation. Il convient de préciser ce qu'englobe ce concept, et le prendre parfois avec précaution concernant l'aire géographique concernée. La société civile apparaît comme un contrepoids à l'extrémisme, partant du principe que la lutte contre ce dernier et contre le terrorisme doit être soutenue et acceptée par les citoyens et non le contraire. Le monde associatif, encore peu mobilisé, doit être l'intermédiaire entre les populations et l'Etat. Il convient également de valoriser les traditions, la culture locale et nationale, la convivialité, et de s'appuyer pour cela sur des dynamiques et des initiatives locales déjà existantes: la famille, les associations culturelles et artistiques, mais aussi plus particulièrement les femmes, cibles prioritaires de l'extrémisme religieux.

### 2.1. L'éducation: un facteur crucial pour soutenir la résilience au Sahel

Le secteur de l'éducation au Sahel est actuellement dans une situation précaire, comme le montre le tableau 3. Selon l'UNESCO (2017), les taux d'alphabétisation les plus bas du monde sont observés en Asie du Sud et dans les pays d'Afrique subsaharienne. Dans le cas du Sahel, le taux élevé d'analphabétisme chez les jeunes est particulièrement inquiétant, car il les empêche d'accéder au marché du travail ainsi que d'atteindre un niveau de vie adéquat. À cet égard, le Niger, avec 51,9 % des personnes âgées de 15 à 24 ans qui ne sont ni dans le système éducatif ni dans les structures d'emploi formelles, en fournit un exemple clair.

**Tableau 3: Données sur l'éducation dans les pays du G5 au Sahel**

Pays	Mauritanie	Mali	Burkina Faso	Chad	Niger
Taux d'alphabétisation	56%	33%	38%	22%	19%
%Population jeune analphabète*	56%	67%	62.3%	67%	80%
Nombre moyen d'années de scolarité (femmes) **	8.5	6.8	8.3	6.4	4.7
Nombre moyen d'années de scolarité (hommes) **	8.6	8.6	8.8	9.5	6.0

**Source:** UNESCO (2017) (\*) Les données se réfèrent à 2015. (\*\*) PNUD 2018.

Les taux d'alphabétisation des jeunes restent faibles dans les pays du Sahel, ce qui laisse supposer des problèmes d'accès à la scolarité, de décrochage scolaire ou de mauvaise qualité de l'enseignement. En outre, 55,4 % des populations rurales sont en dehors du système éduca-

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

tif<sup>1</sup>. D'autre part, l'UNESCO (2014) estime que le taux d'alphabétisation des jeunes filles dans les États du Sahel sera supérieur à 97 % entre les années 2078 et 2130<sup>2</sup>. Selon le KANE E. (2004), l'inégalité entre les sexes dans l'éducation est l'une des raisons de la faible croissance économique.

Selon le ministre de l'Enseignement primaire et de l'Alphabétisation du Niger, Daouda Mamadou Marthé<sup>3</sup>, le secteur de l'éducation au Sahel reste largement entravé par le taux élevé de croissance démographique, la mauvaise gestion de l'éducation et les coutumes et traditions. Selon lui, l'accès à l'éducation et l'achèvement des études sont encore plus difficiles pour les filles des zones rurales, les enfants des zones nomades et les enfants handicapés.

Si l'état de l'éducation est très mauvais au Sahel, sa situation s'aggrave en raison de la violence et de l'insécurité. À cet égard, Marthé, souligne que l'insécurité a entraîné la fermeture d'environ 2 000 écoles au Burkina Faso, au Mali et au Niger, soit le double du nombre d'écoles obligées de fermer ou d'interrompre leurs activités depuis 2017. Le ministre estime que plus de 400 000 enfants et 10 050 enseignants ont été touchés dans ces trois pays.

### 2.2.1. Relation entre l'éducation et le terrorisme

Les écoles peuvent contribuer à attirer les jeunes vers les groupes extrémistes violents lorsqu'elles ne tiennent pas leur promesse d'inclure les enfants dans la société et de leur donner un sentiment d'appartenance à une communauté d'apprentissage.

L'éducation ne peut pas empêcher un individu de commettre un acte violent au nom d'une idéologie extrémiste violente, mais une éducation de bonne qualité peut contribuer à créer les conditions qui rendent difficile la prolifération<sup>4</sup> des idéologies et des actes extrémistes violents. Plus précisément, les politiques d'éducation peuvent garantir que les lieux d'apprentissage ne deviennent pas un terrain propice à l'extrémisme violent. Elles peuvent également garantir que les contenus éducatifs et les approches d'enseignement/apprentissage développent la résistance des apprenants à l'extrémisme violent. Comme le note DE SILVA, S. (2017), il existe un consensus sur le fait que l'éducation est l'un des outils les plus importants pour atteindre les jeunes et qu'elle peut donc être utilisée pour s'attaquer à certains des facteurs qui les poussent vers l'extrémisme violent.

---

<sup>1</sup> See GHANEM-YAZBECK (ed.) et al. (2018).

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> MARTHÉ, D.M. (2019). "Pour un plan d'urgence pour l'éducation au Sahel". Jeune Afrique, July 10. <https://www.jeuneafrique.com/801363/politique/tribune-pour-un-plan-durgence-pour-leducation-au-sahel/>

<sup>4</sup> UNESCO (2016).

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

Par conséquent, le rôle de l'éducation n'est pas d'intercepter les extrémistes violents ou d'identifier les individus susceptibles de devenir des extrémistes violents, mais de créer les conditions qui renforcent la résilience des individus contre l'extrémisme violent et leur engagement en faveur de la paix.

Dans les pays où les acteurs non étatiques sont les principaux fournisseurs d'éducation, la promotion de l'inclusion et du respect de la diversité à travers le programme d'études et les pratiques pédagogiques est une mission difficile, notamment dans le cas des écoles non étatiques réglementées qui fonctionnent parallèlement au système étatique. Les écoles non réglementées peuvent canaliser les enfants dans un système de valeurs distinct, qui peut ne pas promouvoir les valeurs civiques et peut empêcher les apprenants de développer une large perspective sur le monde et la société auxquels ils appartiennent.

### **2.1.2. Comment l'éducation peut contribuer à la résilience au terrorisme au Sahel**

Afin de minimiser le nombre d'individus qui pourraient être attirés par l'extrémisme violent, les gouvernements des pays du Sahel devraient renforcer le rôle de l'éducation dans leur pays. Les écoles religieuses (*madrassas*) sont une tradition culturelle répandue dans la plupart des pays du Sahel où l'Islam est la religion dominante. Selon LYAMMOURI, R. (2016), «deux tiers des jeunes de 6 à 18 ans, principalement des hommes musulmans, sont susceptibles de quitter leur foyer pour fréquenter l'une de ces institutions, pour la plupart gérées de manière indépendante».

Cependant, comme le gouvernement ou la communauté n'exerce que peu de surveillance, on craint que les élèves ne soient exposés au risque de radicalisation par ces écoles. Certaines familles envoient leurs enfants dans ces écoles religieuses parce qu'elles veulent qu'ils y reçoivent une éducation religieuse. D'autres encore inscrivent leurs enfants parce qu'elles n'ont pas les moyens de les élever. LYAMMOURI note que traditionnellement, les enseignants religieux des *madrassas* sahéniennes, appelés *marabouts*, dirigent leurs écoles de façon indépendante avec leurs propres fonds<sup>5</sup>. Ils jouent un rôle important dans l'éducation des enfants ainsi qu'au sein de leurs communautés, où ils sont très respectés. L'absence de contrôle gouvernemental est un danger potentiel, notamment pour empêcher le financement externe de l'extrémisme.

Dans ce contexte, les pays sahéniens devraient entreprendre les actions suivantes:

Les pays du Sahel devraient investir dans l'éducation, en particulier dans l'éducation de la petite enfance entre 3 et 8 ans, afin de garantir que

---

<sup>5</sup> Ibid.



## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

tous les enfants aient accès à une éducation inclusive et de haute qualité. Cette éducation devrait tenir compte de la diversité sociale et culturelle de ces pays.

Mise en œuvre de politiques éducatives qui encouragent la citoyenneté, les compétences non techniques, les méthodes de pensée critique et l'utilisation des technologies numériques. De même, l'enseignement de la maîtrise des médias et de l'information n'est pas seulement une option mais aussi une responsabilité afin de parer aux messages extrémistes violents qui utilisent de plus en plus des mécanismes de persuasion sophistiqués.

Fournir un enseignement complet, de l'école primaire à l'université, y compris un enseignement technique et professionnel, et un encadrement pour les personnes vulnérables, notamment les personnes déplacées, en tirant parti des technologies en ligne et mobiles.

Inviter les «anciens» extrémistes violents dans les écoles pour qu'ils racontent leur histoire personnelle sur la façon dont ils ont rejoint et quitté les groupes extrémistes violents et pour les mettre en garde contre les dangers et les déceptions liés à l'adhésion à ces groupes. Ces personnes peuvent constituer des ressources crédibles et très efficaces pour l'éducation préventive et les activités de désengagement, de réhabilitation et de réintégration.

Les écoles devraient fournir aux apprenants des connaissances précises et pertinentes et des compétences qui encouragent et facilitent le dialogue interculturel. Cela inclut l'enseignement de la diversité culturelle au sein des sociétés des apprenants et la présentation de faits sur les différentes religions et les visions du monde non religieuses.

Les gouvernements des pays du Sahel doivent contrôler et surveiller les écoles religieuses et leurs finances et fermer les écoles qui enseignent les valeurs extrémistes de la religion et encouragent les individus à rejoindre les groupes extrémistes violents. D'autre part, l'enseignement des valeurs tolérantes de l'Islam devrait être inclus dans les programmes d'enseignement officiels.

### **2.2. La religion dans la stratégie d'appui aux pays du Sahel en lutte contre le terrorisme**

Le terrorisme étant un phénomène complexe et protéiforme, son endiguement ne saurait se limiter à la seule régulation *sécuritaire*, mais commande une lutte élargie à l'*ensemble des facteurs* agissant sur son *enracinement* et son *développement*, c'est-à-dire sur les causes profondes qui alimentent le terrorisme et lui assurent sa *régénération*, en dépit du succès des opérations ponctuelles de *réduction militaire* des groupes terroristes.

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

De ce point de vue, le *domaine religieux* constitue l'un des *champs de bataille* les plus décisifs de la lutte contre le terrorisme au Sahel, à côté de l'éducation et de la culture, mais aussi en appont de la lutte contre la paupérisation sociale et la marginalisation politique de franges importantes des populations sahélo-sahariennes.

De fait, parce qu'il se nourrit du *fondamentalisme* que véhicule le *salafisme djihadiste*, le terrorisme apparaît au Sahel comme l'émanation de groupes généralement convaincus de *radicalisation religieuse*, dont le *wahhabisme* constitue le soubassement idéologique non seulement dans la bande sahélo-saharienne, mais aussi dans le reste de l'Afrique subsaharienne.

Dès lors, la lutte contre le *prosélytisme salafiste* requiert le soutien des partenaires régionaux et internationaux des pays sahélo-sahariens, car il constitue un véritable catalyseur du radicalisme violent (voir section 1.5.1).

Dès lors, la lutte contre le terrorisme implique que soient envisagées toutes les mesures aptes à lui ôter les bases de sa *légitimation*, l'une des plus importantes d'entre elles étant assurément, dans le contexte sahélo-saharien, le discours de stigmatisation des pratiques religieuses locales et les incitations à l'intolérance qu'il véhicule.

### **2.2.1. Le registre ouvert des réponses adaptées aux discours de stigmatisation et d'incitation à l'intolérance**

Le radicalisme violent n'étant pas une création *ex nihilo*, c'est-à-dire un phénomène dont l'émergence et le développement s'opèrent indépendamment des *conditions objectives favorables* à son implantation et à son déploiement, toute lutte visant à son *éradication* ne saurait dispenser de s'attaquer de front aux *fragilités structurelles* qui confortent son assise, mais également à l'*arsenal propagandiste* qui lui assure à la fois sa justification et l'entretien de son vivier de recrutement.

Étant donné que les aspects socio-économiques sont couverts dans la section 1.4 du présent rapport les développements qui vont suivre se limiteront à tenter de cerner, sur la base de l'identification de l'environnement culturel et religieux sur lequel se greffe le terrorisme abordé précédemment. Ceci dit, les éléments d'une stratégie d'endiguement du radicalisme violent dans le *domaine lié à la religion*, qui sont au nombre de deux: la limitation du champ de propagation de l'extrémisme salafiste et la promotion des référents religieux traditionnels, proprement africains.

#### *La restriction des espaces de diffusion du prosélytisme salafiste*

La promotion du *vivre-ensemble* ne saurait s'accommoder des dérives extrémistes qu'alimentent des courants d'opinion, sur lesquels s'exercent eux-mêmes l'influence du *wahhabisme*, à l'origine du *prosélytisme sala-*

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

*fiste* qui constitue aujourd'hui une menace réelle pour la sécurité des pays sahélo-sahariens. De fait, nonobstant l'implication largement avérée de l'armada des O.N.G. et des associations islamiques de «bienfaisance» dans le financement du terrorisme<sup>6</sup>, l'instabilité au Sahel se nourrit en particulier de l'autre *lame de fond* que représente le *prosélytisme salafiste*, que de nombreux analystes considèrent comme le nouveau succédané des idéologies globales qui ont marqué l'ère de la *guerre froide*.

Ainsi, qu'il s'agisse de l'éducation, du champ d'activité des organisations *humanitaires*, des secteurs de l'information et de la communication ou qu'il s'agisse des mosquées et des institutions supérieures de formation islamique, l'islam *salafiste* a largement acquis droit de cité dans l'espace sahélo-saharien. En outre, servis par les carences d'une réglementation étatique en total déphasage avec l'ouverture démocratique amorcée dès les années 1990, les réseaux de propagande *salafiste* investissent tous les canaux de diffusion de l'idéologie wahhabite: chaînes de radio et de télévision, cassettes audio-visuelles, littérature, internet, etc.

En conséquence, les possibilités d'*action de redressement* en cette matière ne sont pas illimitées, car toute tentative de régulation de l'activité des médias ou des mosquées comporte le risque d'accusation de volonté d'atteinte aux droits d'expression et aux libertés du culte. De plus, confrontés à l'attrait du *financement bénévole* d'écoles coraniques et de mosquées, dans un contexte d'extrême indigence des budgets publics et d'absence de *ressources de substitution*, les Etats sahélo-sahariens ne sauraient se détourner de l'offre des monarchies du Golfe qui permet d'alléger la pression qui s'exerce sur eux, dans le domaine sensible de la scolarisation et de la pratique religieuse.

Il reste que devant l'impératif de sauvegarde de la paix sociale et de protection des droits et libertés des citoyens, il est du devoir des Etats de proscrire les discours extrémistes du paysage médiatique et de préserver les lieux du culte des anathèmes et d'autres formes d'exclusion, par l'encadrement juridique approprié et le renforcement de l'Etat de droit, mais aussi et surtout par un effort soutenu des référents religieux locaux, notamment de l'islam soufi.

### *La valorisation des référents religieux locaux*

La prévention contre la radicalisation religieuse étant indissociable du dialogue des cultures et des civilisations, les Etats sahélo-sahariens sont appelés à conjuguer leurs efforts afin d'agir prioritairement dans deux directions: l'*assainissement des programmes scolaires* en rapport avec l'éducation religieuse et, plus largement, l'*affirmation du rôle des leaders religieux* aptes à promouvoir les référents spirituels nationaux, compatibles

---

<sup>6</sup> Sur ce sujet, voir AMGHAR, S. (2011).

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

avec les spécificités locales et réfractaires aux idéologies extrémistes. En effet, il s'agit en premier lieu d'œuvrer à la révision des manuels scolaires d'éducation religieuse, à la lumière d'un guide «référentiel» cautionné par la Ligue des Oulémas, imams et prédicateurs des pays du Sahel<sup>7</sup>, dont l'objet est précisément de consolider les valeurs de la citoyenneté et du vivre-ensemble. En filigrane, l'objectif recherché est de soustraire le secteur de l'éducation à l'emprise du courant extrémiste *wahhabite*.

En second lieu, il est recommandé de faire barrage aux opérations d'*endoctrinement* liées au prosélytisme *salafiste*, par le truchement de leaders religieux agréés, connus pour leur modération et leur érudition. Dans ce cadre, l'islam soufi, expurgé des pratiques maraboutiques qui en altèrent l'essence, peut constituer le socle fondamental de communion pour les communautés musulmanes sahélo-sahariennes, les ordres confrériques de la *Tidjania* et de la *Qaddiriya* étant particulièrement actifs dans la région subsaharienne.

Cependant, au-delà de ces ravalements de façade, il s'agit de réfléchir à une réforme en profondeur des systèmes éducatifs qui permettront d'amarrer les pays sahélo-sahariens à la modernité. Enfin, dans la mesure où la lutte contre le prosélytisme religieux d'obédience *wahhabite* constitue un segment important de la stratégie d'éradication du terrorisme, les partenaires régionaux et internationaux des pays du sahel devraient intensifier leur effort de coopération en direction de ces derniers, notamment dans le domaine de la formation des imams, l'offre de documentation et l'octroi de subventions aux institutions en charge de promotion de l'islam africain.

### 2.3 Le rôle de la société civile dans les États du Sahel

Dans le contexte particulier que connaît la zone sahélienne face à l'extrémisme religieux et la menace terroriste, le rôle que peut jouer la société civile en faveur de la résilience pour contrer ces dernières apparaît significatif. Il convient cependant de revenir sur la signification de ces concepts, appliqués à l'aire géoculturelle étudiée.

---

<sup>7</sup> La Ligue des Oulémas, Imams et Prédicateurs du Sahel, dont l'Algérien Youcef BELMEHDI est secrétaire général, a été créée à Alger (2013) dans le but de lutter contre l'extrémisme religieux dans la région sahélo-sahélienne, notamment par le biais d'organisation d'ateliers de réflexion périodiques sur des thématiques diverses, en rapport avec le prosélytisme salafiste et les moyens d'y faire face. Son président est Ahmed MURTALA (Nigéria), élu en 2017 pour un mandat de trois ans, en succession au Nigérien Daoud BOURIMA. Cette Ligue regroupe, en plus de l'Algérie, le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria et le Tchad. La Côte d'Ivoire, la République de Guinée et le Sénégal y siègent en tant que pays observateurs dans le cadre du Processus de Nouakchott, initié en mars 2013 par l'Union africaine en vue de «renforcer la coopération sécuritaire et l'échange de renseignements dans la bande sahélienne».

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

L'idée de société civile comme acteur autonome de la vie publique est née dans le monde occidental, et peut être envisagée comme «(...) le retrait de l'État et de son appareil bureaucratique des sphères économiques et sociales»<sup>8</sup>. Toujours dans le même esprit, elle se veut «(...) un élément constitutif d'une régime démocratique universalisable»<sup>9</sup>. Pourtant, pour séduisant que soit ce paradigme très en vogue dans les réflexions sur les liens entre pouvoir étatique et citoyens, il doit être appréhendé avec un certain recul, sans le fétichiser ni l'idéaliser.

D'une manière générale, l'espace que recouvre la société civile n'est pas clairement balisé, d'où l'impression de «zones grises». En outre, sa pertinence pour analyser les réalités en dehors du monde occidental est souvent discutée, sinon contestée. Clairement, elle ne recouvre pas la même chose en Europe, au Maghreb et en Afrique Sahélienne. Dans cette dernière, elle ne paraît pas toujours disposer d'une pleine autonomie par rapport à l'Etat, et il existe souvent un intermédiaire, qui peut être la communauté, entre les individus et l'appareil politique et administratif. Autre paramètre à prendre en compte, la dualité des structures composant la société civile dans les pays du Sahel: au côté des Organisations Non Gouvernementales (ONG), des associations religieuses et confrériques, des syndicats, existe un tissu associatif plus informel et qui s'inscrit dans des dynamiques propres aux sociétés locales.

Le concept de résilience apparaît également assez complexe, même si on s'accorde à lui attribuer un sens particulier dans le contexte actuel. La résilience est ainsi comprise comme la capacité d'un groupe, d'une communauté à résister à une menace ou à une déstabilisation (littéralement: à surmonter une altération de son environnement), mais aussi aux discours extrémistes visant à les enrôler ou à en obtenir le soutien. Elle est à partir de là considérée comme le complément indispensable – à travers l'engagement des populations locales en soutien à la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme - aux méthodes de contre insurrection engagées sur le terrain par les forces étatiques.

### **2.3.1. Une articulation nécessaire entre société civile et appareil d'État**

Le désenchantement, la défiance voire le ressentiment exprimé par de nombreux secteurs de la population vis-à-vis de l'appareil d'Etat dans les pays du Sahel ne doit pas pour autant conduire à la remise en cause de son rôle et de sa place au profit exclusif d'associations locales et de structures éloignées de la politique, prise au sens de la gouvernance. Celle-ci doit de son côté être fondamentalement revue. Il ne s'agit pas de faire reculer l'État, sachant qu'une partie des territoires de la région étu-

---

<sup>8</sup> PIROTTE, G. (2010).

<sup>9</sup> Ibid.

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

diée n'est plus gérée par lui et que le vide<sup>10</sup> ainsi constitué peut inciter les djihadistes à l'investir, mais au contraire de l'y faire revenir<sup>11</sup>. Cela passe entre autre par l'éducation des populations<sup>12</sup>, l'intérêt et l'engagement des pouvoirs publics vis-à-vis de ces dernières, l'encouragement à la décentralisation, etc.

Si les États du Sahel sont parfois contraints de déléguer certaines prérogatives à des acteurs locaux, notamment à la périphérie du territoire national, il convient de veiller à ce que des structures locales ou tribales voulant se substituer à l'État régalien échappent à tout contrôle et se livrent parfois à des actes de violence contre les populations, comme cela a été observé récemment au Mali<sup>13</sup> et au Burkina Faso. La question est de savoir si de telles associations peuvent être considérées comme des émanations de la société civile ou participent au contraire, de par leur ressemblance avec des milices, à la militarisation de la société. En fin de compte, au lieu de fonctionner de manière entièrement autonome, les représentants de la société civile doivent assurer leur rôle d'intermédiation entre l'État et les populations qu'ils sont censés représenter.

### **2.3.2. Développer l'identité nationale, encourager les initiatives locales**

Le fait que des populations ne se reconnaissent plus dans l'État, voire dans la Nation constitue un facteur incitatif à soutenir des groupes extrémistes. Sachant que les sentiments identitaires et les communautés transnationales prennent souvent le pas sur le référent de l'État-nation dans l'espace sahélo-saharien, doit-on privilégier le sentiment d'identité territoriale plutôt que nationale, ou tenter de concilier les deux en même temps, comme cela est le cas au Mali?

Face à ce dilemme, la nécessité s'impose de créer un récit national face au risque d'effondrement de l'ordre traditionnel rural et de l'apparition d'antagonismes identitaires. Une telle démarche est du ressort de l'État central mais doit être diffusée avec le concours des associations et de la société civile. Le problème principal est que ces dernières sont peu sinon mal mises en avant (cas du Niger). En outre, elles ne peuvent souvent, pour exister, s'émanciper de la caution des organisations religieuses, avec

---

<sup>10</sup> Le vide politique dans la région étudiée découle du retrait voulu ou contraint de l'autorité étatique et du démantèlement du lien de cette dernière avec les citoyens. Le démantèlement du maillage politique, économique et sécuritaire sur une partie du territoire national, fragilise l'action de l'État au niveau micro-local.

<sup>11</sup> Dans le cas des pays du Sahel, on pourrait parler, plutôt que d'État, de «puissance publique», terme générique utilisé pour désigner les moyens qu'un État se donne pour assurer la sécurité de son territoire et de ses citoyens, ainsi que l'application des lois et règlements.

<sup>12</sup> Voir chapitre 2.2 du présent rapport

<sup>13</sup> L'association de chasseurs traditionnels Dan Nan Ambassagou, constituée au sein de l'ethnie Dogon en un groupe d'autodéfense, a été ainsi responsable du massacre de 130 personnes d'ethnie Peuls en mars 2019.

## 2. Approche culturelle pour soutenir la résilience contre...

---

le risque de voir disparaître tous les espaces de socialisation en dehors du champ religieux d'obédience wahhabite/salafiste.

D'où la nécessité d'une démarche inclusive, impliquant tous les secteurs de la société en partant du micro local, et de consolider les ressources culturelles africaines – y compris les cultes traditionnels - endogènes en matière de dialogue et de résolution des conflits tout en évitant les greffes extérieures<sup>14</sup>.

### 2.3.3. Le rôle des femmes

Les femmes sont un élément dynamique très important dans les pays du Sahel, du fait, d'une part, de leur rôle dans la vie associative et l'éducation, et d'autre part, parce qu'elles apparaissent comme les premières victimes de l'extrémisme violent<sup>15</sup>. L'idéologie salafiste-djihadiste, dont se revendiquent les groupes extrémistes dans l'aire sahélo-saharienne, prônent en effet, dans une logique épuratrice, l'antagonisme et la rupture avec les référents nationaux, sociaux, territoriaux, culturels et en fin de compte familial. Les femmes sont particulièrement ciblées parce qu'elles jouent un rôle essentiel au sein de la cellule familiale et dans l'éducation des enfants. Le rapport du Timbuktu Institute met bien évidence les capacités dont disposent les femmes en matière de résilience face à l'extrémisme, tout en faisant ressortir le manque de valorisation de cet atout par les autorités gouvernementales<sup>16</sup>.

Parmi les leviers d'action privilégiés, on insistera particulièrement sur les activités culturelles traditionnelles (chant, danse, artisanat, etc.) que peuvent promouvoir les femmes au niveau micro-local, dans un cadre associatif ou non. Il s'agit là d'un puissant vecteur de résilience face aux courants wahhabites/salafistes qui prônent avant toute chose l'éradication du patrimoine culturel et historique traditionnel des populations du Sahel.

---

<sup>14</sup> Voir RAINIERI, L. (2018).

<sup>15</sup> Voir sur ce point le rapport SAMBE, B. (dir) (2017). Femmes, prévention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali, Timbuktu Institute- African Center for Peace Studies.

<sup>16</sup> «Très souvent confinées dans le rôle passif de simples victimes, les femmes sont, pourtant, de plus en plus considérées comme porteuses d'initiatives et de solutions au phénomène préoccupant de l'extrémisme violent», Ibid., p.6.





### **3. APPROCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE POUR SOUTENIR LA RÉSILIENCE CONTRE LE TERRORISME DANS LA RÉGION DU SAHEL**

Selon Robert MacNamara<sup>1</sup>, la sécurité implique des investissements non seulement dans les équipements militaires ou les opérations militaires, même s'ils en font partie, mais surtout dans le développement socio-économique. La sécurité est une garantie minimale du système qui ne peut être réalisée sans stabilité. Cette dernière ne peut être réalisée dans un contexte d'extrême pauvreté et d'États fragiles incapables de fournir un cadre institutionnel dans l'ensemble du pays. L'absence de cadre institutionnel est une caractéristique commune à presque tous les pays de la région du Sahel, en raison de la complexité des sociétés sahéliennes, comme l'illustre l'axe 1.

Il ressort clairement des sections précédentes que la réalisation de toute initiative axée sur la sécurité humaine nécessite des organisations publiques et privées actives. Ainsi, les actions pourraient être concentrées sur la promotion de mesures de confiance, l'éducation des personnes, le maintien de leur dignité et l'amélioration de leur sensibilisation face au radicalisme.

Le Sahel est devenu un laboratoire pour les organisations internationales qui tentent de développer de nouvelles approches en matière de sécurité et de développement économique. La détérioration des conditions humaines, affectée par des facteurs exogènes comme les défis du changement climatique, et la violence croissante dans la région nécessitent de nouveaux modèles socio-économiques. Il est clair que les pays du Sahel, appauvris par le manque d'infrastructures, de technologie et de personnes qualifiées, ne sont pas en mesure de construire seuls un cercle vertueux permettant d'augmenter les niveaux économiques et de sécurité.

Les multiples parties prenantes, régionales et internationales, ont fourni des fonds considérables à la région et ont atténué les crises humanitaires périodiques, mais ces fonds n'ont pas permis de résoudre les problèmes structurels liés à la fragilité économique et à la gouvernance et

---

<sup>1</sup> MACNAMARA, R. (1968). L'essence de la sécurité: Réflexions au bureau.

### 3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...

---

d'assurer une sécurité durable. Le résultat final est une augmentation de la violence et de l'insécurité des populations sahéliennes et une prolifération des activités illégales, y compris le terrorisme.

Afin de faire face à cette situation, les nouvelles approches internationales contiennent deux éléments principaux. Premièrement, elles sont davantage axées sur les aspects humains (dialogue, médiation, éducation, mesures de confiance) et, deuxièmement, une meilleure coordination entre les différentes parties prenantes est assurée pour éviter<sup>2</sup> les doubles emplois et améliorer l'efficacité. En ce qui concerne les acteurs régionaux, il est important de noter le rôle de plus en plus important des organisations africaines comme l'Union africaine et en particulier la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Cette dernière a lancé le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO en 2008 pour créer les conditions de la stabilité en tant que condition préalable au développement socio-économique. Cette organisation collabore activement avec l'UE, les Nations Unies et l'USAID ainsi qu'avec des partenaires africains. Elle élabore une nouvelle stratégie pour le Sahel (2020-25) en collaboration avec d'autres organisations africaines<sup>3</sup>.

#### 3.1. Modèles économiques adaptés

Phénomène complexe et protéiforme, le terrorisme se développe à l'ombre des idéologies extrémistes, tire profit des déficits de gouvernance des États, se nourrit des situations de précarité sociale et, en général, exploite à son avantage toutes les fragilités socio-économiques dont souffrent les pays exposés à son emprise, comme c'est notamment le cas des pays de la région sahélienne.

Le chômage des jeunes est un des principaux moteurs du terrorisme. Le chômage des jeunes, un groupe d'âge caractérisé par une immense énergie et des idéaux non formés et malléables, pourrait servir à faciliter le recrutement par les groupes terroristes. La pauvreté, l'ignorance et le chômage peuvent également servir de catalyseurs au terrorisme en raison du désespoir qu'ils tendent à engendrer. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies de 2006 et le Plan d'action 2015 pour la prévention de l'extrémisme violent reconnaissent tous deux que la pauvreté et le chômage des jeunes facilitent la propagation de l'extrémisme violent.

---

<sup>2</sup> Un bon exemple de coordination internationale est l'Alliance du Sahel, lancée par la France, l'Allemagne et l'UE en juillet 2017. Puis, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le Programme des Nations unies pour le développement, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas ont également rejoint l'initiative.

<sup>3</sup> L'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Autorité du Liptako Gourma (ALG) et l'Autorité du bassin du Niger (ABN).

### 3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...

---

Sans emploi, les organisations extrémistes violentes peuvent être une source de revenus intéressante, et les pays qui ne parviennent pas à créer des possibilités d'emploi pour les jeunes sont témoins d'un plus grand nombre d'incidents perpétrés par ces groupes<sup>4</sup>. En outre, les chômeurs, en particulier les jeunes des régions frontalières, peuvent être attirés par les groupes de contrebande afin de gagner de l'argent, et donc contribuer au financement des groupes terroristes en raison de la relation passionnante entre le terrorisme et les activités de contrebande.

Afin de réduire le risque d'attraction des chômeurs par les groupes terroristes dans la région du Sahel en raison du taux élevé de pauvreté et de chômage, les gouvernements devraient adopter une approche économique qui vise à réduire la pauvreté et le taux d'emploi dans leurs pays. Comme le font remarquer certains experts, les diplômés de l'université n'ont pas les compétences requises par les entreprises locales dans des domaines comme la technologie ou la gestion. À cet égard, les programmes scolaires devraient être adaptés aux besoins des entreprises et au climat des affaires également<sup>5</sup>. Les gouvernements pourraient également contribuer à la création d'emplois pour les jeunes dans les ministères et l'administration publique.

Le rôle du secteur privé permettra de relâcher la pression sur l'État en matière de création d'emplois et il est essentiel pour réduire le taux de chômage, en particulier celui des jeunes diplômés de l'université et des terroristes anciens ou potentiels. À cet égard, l'investissement direct étranger (IDE) pourrait accélérer la transformation et le développement inclusif de la région du Sahel, comme le note l'ONU (2018). Cette organisation souligne que bien que les IDE aient augmenté au cours de la période 2000-2016 (de 1,69 à 8,64 milliards de dollars), le secteur extractif a été le principal secteur bénéficiaire. C'est pourquoi l'ONU recommande la diversification des IDE dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les communications, qui emploient plus de personnes et pourraient renforcer les entreprises locales. Les envois de fonds des migrants peuvent également être une source de financement des activités productives et des programmes de développement<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> Selon OFFEIBEA ANSAAKU, G.A. (2017), les deux principaux groupes opérant au Sahel, Boko Haram (qui opère dans le nord du Nigeria, du Cameroun, du Tchad et du Niger) et Ansar Dine (qui est basé dans le nord du Mali), tirent leur force des jeunes désaffectés, sans emploi et démunis. Par exemple, l'âge médian des membres de Boko Haram est de 30 ans.

<sup>5</sup> OFFEIBEA ANSAAKU, G.A. (2017) suggère d'encourager l'entrepreneuriat local à embaucher des jeunes par le biais de financements et de réductions d'impôts; ainsi que de créer de nouvelles institutions et de nouveaux cadres juridiques pour soutenir les entreprises dirigées par des jeunes. Elle suggère également que les pays développés pourraient contribuer à la formation des jeunes africains en augmentant les bourses d'études et les stages en entreprise

<sup>6</sup> UN (2018) confirme qu'entre 2010 et 2016, les envois de fonds des migrants sahéliens représentent 65% de ceux du monde entier, atteignant 25 milliards de dollars en 2015.

### 3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...

---

Pour passer à d'autres questions, il est crucial de développer des projets spéciaux dans les zones frontalières. Selon la FERDI (2016)<sup>7</sup>, de vastes étendues de zones frontalières tombent dans des «pièges à conflits», avec des répercussions qui rendent les conflits encore plus complexes. Ce rapport souligne que ces zones sont des «pièges à pauvreté» fragiles, avec un manque de capital humain (indicateurs alarmants en matière d'éducation et de santé), des pressions démographiques et environnementales, et des institutions publiques inefficaces. Pour remédier à cette situation, les gouvernements des pays du Sahel devraient créer des zones de libre-échange dans les régions frontalières, afin de faciliter la circulation des marchandises entre les pays et de réduire les activités de contrebande dans la région, qui est une source de financement pour les groupes terroristes. Les zones franches pourraient également attirer les investissements étrangers et favoriser l'emploi.

Enfin, les gouvernements du Sahel devraient impliquer les chefs tribaux et les populations locales dans les approches économiques en leur donnant la possibilité de proposer leur propre compréhension et leurs priorités en matière de développement, et de coopérer avec des organisations internationales telles que les Nations Unies, l'Union Européenne, l'Union africaine, etc. En outre, les forces armées peuvent participer à la lutte contre le terrorisme, en plus de leur rôle militaire, en soutenant des projets économiques, comme cela est illustré dans les sections suivantes.

#### 3.1.1. *Projet Rjim Maatoug*

Le développement du désert dans le sud du pays a été une préoccupation majeure du gouvernement tunisien depuis l'indépendance. La découverte en 1972, dans la région de *Rjim Maatoug* (sud-ouest de la Tunisie) d'une importante nappe phréatique a permis la culture des palmiers dattiers afin d'entreprendre une expérience du développement de la région. En conséquence, le gouvernement tunisien a créé en 1988. l'Office de Développement de *Rjim Maatoug*, un établissement public sous la tutelle du Ministère de la Défense Nationale. La mission de cet office est de gérer et de mettre en œuvre le projet de *Rjim Maatoug*.

##### *Présentation du projet*

La mise en valeur de 2 500 ha de zones désertes par la culture de palmiers dattiers afin de les attribuer à des agriculteurs locaux (1,5 ha de palmiers dattiers par agriculteur) avec un logement rural. Les forces armées tunisiennes ont mis en œuvre ce projet en construisant plus de 1 000 logements ruraux, trois écoles primaires et deux mosquées ainsi que de nombreux autres équipements (centre communautaire, lycées, dispensaire, etc.). Le nombre total de bénéficiaires de ce projet est de

---

<sup>7</sup> FERDI- Fondation pour les études et recherches sur le développement international.

### 3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...

6.000 personnes. Le coût total du projet est de 74 millions de TND (près de 22 millions d'euros). L'UE et l'Italie ont contribué financièrement à la réalisation de ce projet.

Objectifs du projet: l'installation des populations nomades par l'amélioration de leurs conditions de vie; la lutte contre la désertification; la création de nouveaux emplois; et l'augmentation de la production de dattes.

Le projet *Rjim Maatoug* est un exemple de réussite pour les forces armées tunisiennes dans le cadre des efforts économiques et sociaux des gouvernements tunisiens. Cet exemple peut être inspiré et reproduit par les pays du Sahel comme une solution dans la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel<sup>8</sup>.

#### 3.2. Réintégration socio-économique

La prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ne sauraient se suffire des dispositifs strictement sécuritaires, car en dépit de leur importance, ceux-ci risquent de s'avérer vains s'ils ne font pas l'objet d'accompagnement par des mesures de remédiation aux vulnérabilités socio-économiques des pays sahélo-sahariens.

Or, toute mesure de renforcement des capacités de résilience des populations sahélo-sahariennes doit nécessairement intégrer la prise en charge socio-économique des couches sociales les plus exposées au terrorisme et ce, dans sa triple dimension:

- Par la facilitation de l'accès des populations rurales aux services sociaux de base (écoles, centres de santé, eau et électricité, transport, etc.).
- Par le développement des politiques d'octroi de micro-crédits au bénéfice des jeunes.
- Par l'appui au développement des secteurs d'activité générateurs de ressources pérennes (le secteur agro-pastoral, le secteur de l'artisanat et le secteur des P.M.E.-P.M.I.).

##### 3.2.1. La facilitation de l'accès des populations déshéritées aux services sociaux de base

Sans être un déterminant absolu de la radicalisation des sociétés humaines, le sous-développement génère des frustrations, des sentiments de marginalisation et d'exclusion qui augmentent la réceptivité des populations démunies aux idéologies extrémistes. Dans le contexte sahélien, la misère sociale de larges pans des sociétés, notamment en milieu rural,

<sup>8</sup> De plus amples informations sont disponibles sur le site du Bureau de développement de *Rjim Maatoug*, <http://www.cnct.defense.tn/index.php/fr/actualites/item/126-office-de-developpement-de-rjim-maatoug> and <https://www.youtube.com/watch?v=WlpGN-LlrQU>.

### 3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...

---

trouve son illustration dans le chômage élevé touchant particulièrement les jeunes, dans l'importance de l'analphabétisme concernant les personnes adultes notamment de sexe féminin, ainsi que dans le faible taux de scolarisation des enfants et de leur couverture sanitaire.

Le sous-développement endémique des pays de la région se vérifie aussi à travers l'inconsistance des infrastructures routières et ferroviaires qui accentuent l'isolement des zones déshéritées, le développement dérisoire des programmes d'électrification hors zones urbaines et, surtout, l'état embryonnaire de l'industrialisation dans ces pays, dont l'économie reste à ce jour dominée par l'exploitation minière, l'élevage et les cultures agricoles d'exportation. De ce fait, toute volonté d'aider au renforcement des capacités de résilience des populations sahélo-sahariennes doit tendre d'abord à faciliter l'accès des populations déshéritées, notamment rurales, aux services sociaux de base, tels que les écoles et les centres de santé, les réseaux d'adduction d'eau potable et d'électrification, ainsi que les réseaux de transport routiers et ferroviaires<sup>9</sup>.

#### **3.2.2. Le développement des politiques d'octroi de micro-crédits au bénéfice des jeunes**

La jeunesse représente la catégorie sociale la plus vulnérable des sociétés sahélo-sahariennes et, à ce titre, elle requiert l'attention soutenue des gouvernements locaux, mais aussi celle de leurs partenaires régionaux et internationaux. De fait elle constitue la cible privilégiée des groupes terroristes et des mouvements politico-militaires rebelles.

La jeunesse d'Afrique subsaharienne subit l'influence croisée de plusieurs dilemmes: celui de se résigner à composer avec une réalité sociale et économique qui n'offre guère de perspectives d'évolution, compte tenu des pesanteurs de toute sorte qui s'exercent sur les pays de la région, ou à l'inverse, celui de tenter une échappatoire, en migrant vers les pays avoisinants du Maghreb et d'Europe, voire même en intégrant les groupes djihadistes ou les réseaux de la criminalité organisée.

Sur la base de ce qui précède, une des possibilités de soustraire cette jeunesse aux sollicitations du djihadisme et du crime organisé, serait de la faire bénéficier de dispositifs d'aide à la création de micro-entreprises, soit par le biais d'attribution de micro-crédits, soit par le truchement de mise en place d'incubateurs d'entreprises, c'est-à-dire de mécanismes d'accompagnement tendant à favoriser l'émergence de start-up et le développement de l'entrepreneuriat.

---

<sup>9</sup> Certains de ces besoins, liés aux réseaux routiers et ferroviaires, risquent de voir leur satisfaction difficile en raison de leurs coûts extrêmement élevés. Néanmoins, certains d'entre eux comme la route transsaharienne, longue d'environ 4.800 km et devant relier Alger à Lagos avec des ramifications en direction de Tunis, de Bamako, de Niamey et de N'Djamena pourraient, une fois leur réalisation achevée, désenclaver une partie de ces territoires.

### **3. Approche socio-économique pour soutenir la résilience...**

---

A cet égard, une des solutions possibles serait également de faire accompagner les étudiants bénéficiaires de formations à l'étranger, de financements adaptés à leurs projets de création d'entreprises, à l'issue de leur réinstallation dans leurs pays d'origine.

#### **3.2.3. L'appui au développement des secteurs d'activité générateurs de ressources pérennes**

En générant des revenus aux individus qui s'y impliquent, le développement de l'«économie grise» assure des fonctions sociales et politiques évidentes, car en offrant une «soupape de sécurité» aux autorités gouvernementales qui sont dans l'incapacité de satisfaire les attentes des populations, l'économie informelle et les trafics en tout genre qui l'alimentent permettent de compenser les carences des systèmes de gouvernance locaux. Toutefois, la jonction désormais avérée entre les groupes terroristes et les réseaux de la criminalité organisée fait peser une menace réelle sur la sécurité régionale du Sahel, d'autant que le contrôle de cette économie grise fait l'objet de luttes d'influence d'une pluralité d'acteurs.

Pour faire face à ce phénomène systémique de menace hybride, les partenaires régionaux et internationaux des pays du Sahel ont la possibilité de mobiliser des ressources en direction de plusieurs secteurs, mais trois d'entre eux nécessitent un intérêt particulier: il s'agit du secteur agro-pastoral, du secteur de l'artisanat et du secteur des P.M.E.-P.M.I. (Petites et Moyennes Entreprises – Petites et Moyennes Industries). De fait, en l'absence de pôles industriels en mesure de diffuser leurs effets structurants sur l'environnement sous-régional, l'investissement dans les trois secteurs indiqués pourrait favoriser l'enclenchement d'une véritable dynamique de développement économique et, à tout le moins, contribuer à l'apaisement des tensions et à la promotion de la stabilité politique dans la région.





## CONCLUSIONS

Un dangereux mélange de facteurs endogènes et exogènes pourrait transformer la région du Sahel en un terrain fertile pour la prolifération de l'extrémisme et des groupes radicaux. Parmi les facteurs endogènes, la démographie galopante ainsi qu'une structure sociale complexe au sein d'un vaste espace aux frontières poreuses et souvent incontrôlées. Cette dernière caractéristique est fortement liée à la gouvernance et au leadership, deux aspects qui font défaut dans le paysage sociopolitique des pays du Sahel.

D'autres facteurs endogènes sont les vulnérabilités socio-économiques structurelles, qui ont relégué un grand nombre de pays du Sahel au rang des pays les moins avancés de la planète. La détérioration des conditions de vie déjà mauvaises - affectées par des facteurs exogènes tels que le changement climatique ou la sécheresse - est une cause majeure de déplacement massif de populations et augmente la probabilité de violence et de conflits multiethniques.

Dans ce contexte, la pauvreté et le chômage peuvent également agir chez les jeunes comme des catalyseurs de l'extrémisme et des activités illégales. C'est sur ce point que de dangereux facteurs exogènes développent leur influence pernicieuse et profitent des vulnérabilités locales. Tout d'abord, l'économie dite souterraine, basée sur des activités illégales ou criminelles, souvent liées au crime organisé transnational et spécialisée dans le trafic illicite de migrants, de drogues et d'armes à feu. L'expansion de cette activité qui exploite les faiblesses des États et les vastes zones frontalières de non-droit est une cause majeure d'insécurité dans les pays et un obstacle au développement économique de ces zones frontalières.

Deuxièmement, l'émergence d'une menace importante de groupes armés engagés dans le terrorisme et la *guérilla* dans le cadre d'une insurrection armée. Même s'il est impossible de déterminer *a priori* la pertinence relative des facteurs internes et externes dans la propagation du radicalisme violent au Sahel, la pertinence des acteurs étrangers est indéniable. L'influence externe se manifeste sur deux fronts, la salafisation des sociétés sahéniennes et la prolifération des groupes violents du *jihad takfiri*. Outre le soutien direct des groupes radicaux au Sahel, l'influence

extérieure se manifeste dans le domaine de l'éducation. Le fait qu'un nombre croissant de jeunes se voient offrir un enseignement gratuit dans des réseaux transnationaux d'écoles *salafistes* bien équipées - lorsque les écoles publiques sont absentes, éloignées ou mal équipées - est un facteur majeur dans la transformation d'un Islam traditionnellement tolérant en une version beaucoup plus fondamentaliste.

Enfin, cette étude démontre qu'une solution durable et satisfaisante aux défis sécuritaires auxquels le Sahel est confronté nécessite d'une approche globale qui va bien au-delà des opérations militaires, bien que celles-ci soient essentielles pour lutter contre des menaces telles que le radicalisme violent. L'implication de la société civile et la mise en place de modèles économiques adaptés aux besoins spécifiques de la région sont indispensables. L'aide internationale doit être mieux conçue et mise en œuvre afin de soutenir la création d'un cercle vertueux de développement économique capable d'offrir une vie digne aux populations sahéliennes.

### RECOMMANDATIONS

Cette section est un résumé des recommandations envoyées par les chercheurs impliqués dans cette étude. La version complète des recommandations par pays est disponible en annexe II.

#### Recommandations générales

*Le soutien à la jeunesse sahélienne est crucial pour lutter contre le radicalisme*

- Une réforme en profondeur et un investissement accru dans le système éducatif pour améliorer la scolarisation ainsi que le taux d'alphabétisation des jeunes.
- Les programmes scolaires devraient être adaptés aux besoins du secteur privé, notamment par le biais de la formation professionnelle.
- Le secteur public sahélien doit créer des emplois pour les diplômés dans les ministères et l'administration publique.
- Des programmes internationaux de formation des jeunes professionnels et leur donner la possibilité de travailler avec des institutions internationales.
- Développement de politiques de microcrédit au profit des jeunes.
- Lancer des programmes de loisirs pour les jeunes, tels que la construction de stades et de forums sportifs, et encourager la création d'associations culturelles, en particulier dans les zones de tension.
- *Les programmes spéciaux de prévention des conflits ethniques, l'une des causes les plus importantes de l'expansion de l'extrémisme dans les sociétés du Sahel, reposent sur:*

- Expliquer l'importance de la citoyenneté et la nécessité d'une coexistence pacifique entre toutes les composantes nationales.
- Encourager une culture de dialogue et de compromis entre les différents acteurs politiques, partis politiques, communautés, etc.
- *L'application de mesures de redressement socio-économique:*
- Promouvoir l'accès des populations défavorisées aux services sociaux de base afin de paralyser la légitimité du discours sur le terrorisme.
- Soutenir le développement de secteurs d'activité durables basés sur les ressources, en particulier l'agriculture, en augmentant les investissements et le transfert de technologies.
- Stimuler l'intégration économique régionale.
- Mobiliser la société civile et donner aux acteurs locaux, y compris religieux, leur rôle traditionnel.

### Recommandations relatives à la sécurité

- Réformer l'ensemble du secteur de la sécurité et le soumettre au contrôle démocratique et aux règles de bonne gouvernance.
- La lutte contre le radicalisme violent doit intégrer la double dimension culturelle et religieuse:
- Les politiques de contrôle gouvernemental concernant les activités religieuses (formation des imams et des écoles coraniques ainsi que les modèles d'enseignement locaux comme le *marabout*).
- Des investissements importants dans l'enseignement public gratuit qui contrecarrent l'attrait des écoles religieuses intégristes radicales.
- Améliorer la sécurité aux frontières ainsi que la sécurité dans le vaste arrière-pays rural pour lier la population dans ces zones:
- Le renforcement des capacités des forces locales est indispensable, surtout s'il s'accompagne d'un certain accès à la technologie pour la surveillance de ces vastes régions.
- En abordant les questions de gouvernance de base et de responsabilité locale, ces forces frontalières et les milices locales ne deviennent pas elles-mêmes une source supplémentaire de griefs et les habitants ne les considèrent pas comme une source de revenus et de sécurité.

### Actions proposées dans l'espace 5+5

- Un large consensus régional sur la lutte contre le terrorisme devrait être mis en place, y compris une coopération régionale vitale en matière de sécurité, en particulier avec le G5 Sahel.
- Intégrer la zone sahélo-saharienne dans un cadre de coopération entre l'initiative 5+5 et d'autres mécanismes internationaux pour une meilleure mise en commun des efforts et des capacités.

- Formuler une approche spatiale commune 5+5 pour renforcer les capacités des États sahéliens et la résilience de la société civile dans des domaines spécifiques, notamment dans les zones frontalières:
- Identification de quelques zones pilotes pour la mise en œuvre de cette approche commune.
- Mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la prévention de tout type de conflits (conflits locaux, attaques terroristes, insurrection, menaces spécifiques pour les populations, prosélytisme radical, etc.) et une meilleure protection des civils.
- Soutenir les missions et les programmes internationaux visant à identifier les dirigeants communaux et religieux.
- Proposer des mesures de confiance et de sécurité pour accroître la confiance des civils dans les forces de sécurité.
- Partage des expériences des pays 5+5 par l'organisation de séminaires au sein du Collège 5+5 pour le renforcement des capacités dans le domaine de la protection civile et de la médiation des conflits.

## REFERENCES

- AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP (2019). *African Economic Outlook 2019*.
- AMGHAR, S. (2011). «The Islamic World League in Europe: an instrument for defending Saudi strategic interests». *Critique Internationale*, 2011/2 (N° 51).
- AMMOUR, L.A. (2018). *La pénétration wahhabite en Afrique*, Rapport de recherche, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, February 23.
- BENZINE, R. (2008). *Les nouveaux penseurs de l'Islam*, Albin Michel, Paris.
- BA, A.H. (2007). *Acteurs et territoires du Sahel*, Lyon, ENS éditions.
- BERTOLOTTI, C. (2014). *The complexity of cross-cultural communication*, in «Human Aspects in NATO Military Operations», NATO Humint Centre of Excellence, Oradea.
- BOETSCH G., DUBOZ P. et al. (2019). *La grande muraille verte. Une réponse africaine au changement climatique*, Paris, CNRS éditions.
- CASTIEN, J.I. (dir.) et al. (2018). *Panorámica histórica y etnográfica del Sahel*. Documento de Seguridad y Defensa, 78. Instituto de Estudios Estratégicos, Madrid.
- CUNEO, P (2019). «Terrorismo y criminalidad organizada: el sistema de conflicto permanente en el Sahel». *Revista del Instituto Español de Estudios Estratégicos*, n° 13, pp. 15-46.

- DELCAMBRE, A.M. (2010). Les islamistes saoudiens: le wahhabisme, April.
- DENTICE, G. (2018). Terrorism in the Sahel Region: An Evolving Threat on Europe's Doorstep, EuroMesco, policy brief N° 80, 19 February.
- DE SILVA, S. (2017). Role of Education in the Prevention of Violent Extremism, World Bank.
- DUMONT, G.F. (2010). La géopolitique des populations du Sahel. La revue géopolitique, April 7.
- EL HOUDAIGUI, R. (2016). «Les stratégies en cours pour une stabilisation régionale au Sahel», in *Dialogues Stratégiques Nouveaux axes stratégiques et défis sécuritaires*. Ed. HEC-OPC, Paris, pp. 113-125.
- ESSOUNGO, A.M (2013). The Sahel one region, many crisis, Africa Renewal, December.
- FERDI- Fondation pour les études et recherches sur le développement international (2016). *Linking security and development. A Plea for the Sahel*. France.
- GARENNE, M. (2016). La pression de la population dans les pays sahéliens francophones: analyse des estimations et projections de population 1950-2100. Working Paper, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI), October.
- GAYE, S.B. (2018). Connections between Jihadist groups and smuggling and illegal trafficking rings in the Sahel. Centre of Competence Sub-Saharan Africa, Friedrich Ebert Stiftung, Senegal.
- GBERIE, L. (2016). "Terrorism overshadows internal conflicts", Africa Renewal, April 1.
- GHANEM-YAZBECK (ed.) et al. (2018). *The Sahel: Europe's African Borders*. Joint Policy Study, Europa Institute of the Mediterranean (IE-MED), April, Spain.
- GIRI, J. (1994). *Histoire économique du Sahel. Des empires à la colonisation*, Paris, Karthala.
- HANNE, O. and LARABI, G. (2015). *Jihad au Sahel: Menaces, opération Barkhane*, coopération régionale. Editions Bernard Giovanangeli, Paris.
- HIYA MAIDAWA, M., ANDRES (L.) et al (2016). Pastoral mobility in the Sahel and West Africa: trial of synthesis. Journées scientifiques de l'Université Abdou Moumouni, Niamey, January 20-22.
- ICRC-International Committee of the Red Cross (2019). Mali-Niger: changement climatique et conflits forment un cocktail explosif au Sahel, press release, January 22.

## Conclusions et recommandations

---

- IMF (2019). Regional Economic Outlook, Sub-Saharan Africa. Recovering Amid Elevated Uncertainty. World economy and financial surveys, April 19.
- IPI-International Peace Institute (2013). Mali and the Sahel-Sahara: From Crisis Management to Sustainable Strategy, February.
- KANE, E. (2004). Girls' Education in Africa, What Do We Know About Strategies That Work? Working paper, African Region Human Development, World Bank.
- KIRWIN, M. and ANDERSON, J. (2018). "Identifying the factors driving West African migration", West African Papers, N°17, OECD Publishing, Paris.
- LYAMMOURI, R. (2016). Quranic Schools in the Sahel and the Radicalisation Risk. Institute for Global Change, Help Desk report, UK.
- MATFESS, H. (2019). "In Africa, all jihad is local", *Foreign Policy*, May 16, in 0.
- OFFEIBEA ANSAKU, G.A. (2017). Youth unemployment and the fight against terrorism in West Africa, *World Policy Journal*, August 15.
- OULD, M.M. (2017). «Le Sahel: quels enjeux politiques et sécuritaires?», in BADIE, B. and VIDAL, D. (dir.). *Un monde d'inégalités*, Edit. La Découverte, pp. 290-297.
- PARSONS, T. (1971). *The System of Modern Societies*, Englewood Cliffs, NJ: Prentice-Hall, SNK Ed. 1971, pp. 4-8.
- PIROTTE, G. (2010). «La notion de société civile dans les politiques et pratiques du développement». *Revue de la régulation*, Maison des Sciences de l'Homme-Paris Nord, 1st semester.
- PLAGNOL, H. and LONCLE, F. (2012). La situation sécuritaire dans les pays de la zone sahélienne, Rapport d'Information, Commission des Affaires Etrangères, Assemblée Nationale, Paris.
- PRADELL, J.M. and GILLOT, C. (2018). «Le Sahel au défi de son peuplement», *The Conversation*, Agence Française de Développement, July, 1.
- SAMBE, B. (dir) (2017). Femmes, prevention et lutte contre l'extrémisme violent au Mali, Timbuktu Institute- African Center for Peace Studies.
- TALL, O. (2018). "Herders vs Farmers: Resolving Deadly conflict in the Sahel and West Africa", OECD insights, April 16. Retrieved from [oecdinsights.org/2018/04/16/herders-vs-farmers-resolving-deadly-conflict-in-the-sahel-and-west-africa/](https://oecdinsights.org/2018/04/16/herders-vs-farmers-resolving-deadly-conflict-in-the-sahel-and-west-africa/).
- QUAK, E.J. (2018). Drivers, Challenges and Opportunities for Job Creation in the Sahel, Institute of Development Studies, K4D, UK, October 15.

- RAINIERI, L. (2018). «If victims become perpetrators: Factors contributing to vulnerability and resilience to violent extremism in the central Sahel», International Alert, UNICRI (United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute), June 30.
- RAYNAUT, C. (2001). "Societies and nature in the Sahel ecological diversity and social dynamics". *Global Environmental Change* N° 11, pp. 9-18.
- UNESCO (2014). *Teaching and learning: achieving quality for all; EFA global monitoring report, 2013-2014*.
- UNESCO (2016). A Teacher's Guide on the Prevention of Violent Extremism.
- UNESCO (2017). Literacy Rates Continue to Rise from One Generation to the Next, Fact Sheet N°. 45, Institute for Statistics, September.
- UN (2018). Support Plan for the Sahel. Working Together for a Prosperous and Peaceful Sahel, May.
- WILLIAMS, P. D (2012). War and conflict in Africa. Cambridge: Polity Press.

### **ANNEXE I. Une année à Tombouctou: expérience sur le terrain d'un colonel mauritanien**

Dans le cadre de la participation de mon pays à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation multidimensionnelle au Mali (MINUSMA), on m'a confié en 2016 la tâche de gérer le Bureau d'information militaire MPIO, qui a en charge la sensibilisation et la communication avec les élites, personnalités et responsables locaux. Après deux mois de travail à Tombouctou, le Général en charge du secteur m'a chargé de présider l'Equipe Mixte d'Observation et de Vérification (EMOV), qui est chargée d'enquêter sur les incidents et les plaintes liés à l'accord de paix, et qui comprend des représentants de divers anciens mouvements armés rebelles, en plus d'un officier représentant des forces armées Maliennes. Ces responsabilités m'ont permis de mieux connaître la situation en matière de sécurité dans le nord du Mali, zone qui est actuellement le champ de travail de la mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation au Mali.

Selon l'accord de paix signé entre les parties Maliennes (le Gouvernement, Coordination des Mouvements de l'Azawad et mouvements pro-gouvernementaux) en 2015, la mise en œuvre de cet accord se fera par étapes, en commençant par la collecte des armes des anciens mouvements rebelles, l'installation des autorités de transition et le lancement de patrouilles conjointes.

Bien qu'un certain nombre de militants de ces mouvements aient déjà participé au programme de DDR, ils ont également participé à l'exécution

## Conclusions et recommandations

---

de patrouilles conjointes menées par les Nations Unies et le gouvernement Malien pour veiller à la sécurité dans le nord. Cependant, quatre ans après la signature de l'Accord de paix et de réconciliation, Ces mouvements ont conservé tous leurs équipements et leur armement lourd, et certains persistent à «occuper davantage de terres» en établissant de nouveaux postes de sécurité dans le nord, pour diverses raisons. Ce qui a incité le gouvernement Malien à déposer des plaintes permanentes selon lesquelles ces actions sont contraires à l'esprit de l'accord de paix.

Du fait que la première étape de l'accord de paix, à savoir la collecte et le contrôle des armes, est toujours en vigueur, le mécontentement demeure, en particulier parmi la population qui espérait un résultat rapide et positif de l'accord de paix. Les enlèvements de voitures, les vols et les agressions contre la MINUSMA et l'armée Malienne ont aggravé cette situation, qui a outré de nombreux habitants du Nord, qui manifestent souvent leur mécontentement pendant les campagnes de sensibilisation et des explications du Bureau de l'information sur la faisabilité du processus de paix.

Et Malgré cela, les parties concernées partagent un sentiment général, quant à la nécessité de la paix, et cela est parfaitement illustré par l'implication de la MINUSMA, du gouvernement et des mouvements armés dans l'application des clauses de l'Accord de paix et de maintien de la sécurité. Le principal obstacle à cette volonté commune reste la position des mouvements terroristes armés, qui ne sont pas signataires de l'accord de paix, ce qui a eu pour résultat plusieurs opérations militaires visant le personnel de la MINUSMA ainsi que l'armée malienne, au rythme d'environ deux opérations tous les trois jours. En dépit de l'apparente réfraction dans le nord du Mali, selon la logique militaire typique des organisations djihadistes, à la suite de l'opération militaire franco-africaine de 2013, les indicateurs actuels sur le terrain laissent penser que cette situation pourrait ne pas durer. Surtout en tenant compte des visions différentes des acteurs de la scène Malienne; de la limitation des moyens financiers de la force conjointe du G5 Sahel; ainsi que les coûts financiers et politiques considérables pour l'Organisation des Nations Unies à long terme. Ces facteurs ont donné aux organisations extrémistes la possibilité de proliférer et de ressurgir sur la scène, en raison de sa nature asymétrique au sein de groupes locaux, de trouver de nouveaux centres de rassemblement et d'approvisionnement, en stockant des armes et en recrutant de nouveaux volontaires.

Il convient de mentionner que les trafiquants de drogue utilisent le nord du Mali, en particulier l'extrême nord comme zone de transit, où les anciennes routes du désert constituent un corridor de trafic de tout genre dirigé vers l'Europe et le Moyen-Orient via le Sahel et le Sahara. En raison des énormes retombées financières de ce commerce, on soupçonne for-



tement que tous (mouvements armés locaux et terroristes de différentes obédiences) ont été impliqués dans ce commerce qui est entré dans le cycle économique du Sahel. Pour donner une idée des avantages économiques de ce «cycle économique illégal», les frais de livraison d'une cargaison de drogue par un jeune chômeur du Nord du Mali, à bord d'un véhicule Toyota Land Cruiser est ce véhicule lui-même. C'est-à-dire qu'un seul voyage dans le cadre du trafic de drogue fournit à ce contrebandier quelques 30 millions de francs CFA.

Le faible niveau d'éducation et l'absence de scolarisation dans le nord du Mali (en particulier parmi les enfants arabes et Touaregs), constaté par les campagnes de sensibilisation dirigées par le bureau de l'information militaire de la MINUSMA, jettent une ombre sur le niveau de sensibilisation politique et sur l'engagement positif des élites dans le processus de paix. C'est aussi une des raisons qui poussent les jeunes illettrés à se livrer à des activités économiques illégales, et facilite leur allégeance à des groupes extrémistes.

Toutes ces raisons rendent la situation davantage plus compliquée, et la nature même du mandat «pacifique» de la mission des Nations Unies le complique encore plus, bien que ce mandat ait été accordé en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies autorisant le recours à la force militaire. Ce mandat en lui-même est défensif et non offensant, étant donné que la mission d'attaque, traçage et poursuite est confiée par le Conseil de Sécurité aux forces françaises de Barkhane, aux forces armées Maliennes et à la force conjointe des États du G5 Sahel.

Tous ces facteurs laissent penser que s'attaquer aux racines du conflit dans le nord du Mali, à l'origine de la crise multiforme dans la région du Sahel, nécessite beaucoup de temps, d'efforts et de patience. Au vu de ces considérations, force est de constater que la mission multidimensionnelle des Nations Unies pour la stabilisation du Nord du Mali nécessitera des décennies de travail acharné et continu pour résoudre une situation politique et sécuritaire de prime abord inextricable et qui déteint sur la stabilité de cette région du monde.

Tout traitement de cette situation nécessitera de lutter contre le chômage et de créer des emplois en dehors de ce «cycle économique infernal», de fournir des services de base aux citoyens et de relever les défis économiques et sociaux. Cela démantèlera et arrivera à bout des réseaux criminels avec le tarissement de leurs sources de revenus.

Le processus de paix en cours, issu de l'accord de paix et de réconciliation au Mali entre le gouvernement et les mouvements armés non djihadistes, pourrait être une lueur d'espoir pour les populations du nord du Mali et de la région du Sahel dans son ensemble. Cette région est le berceau de la crise du Sahel, mais l'espoir grandit très lentement dans

ce foyer de guerre et de sang, qui est nourri par des organisations, des groupes et des réseaux criminels, qui n'ont jamais siégé à la table des négociations et qui ne sont nullement concernés par les accords de paix et de réconciliation ni par les avertissements de la communauté internationale. Ces groupes ont déjà réussi à faire monter l'indice de risque et d'instabilité en doublant leurs opérations dans les régions du nord et du centre du Mali et à l'intérieur des frontières du Burkina Faso et du Niger.

Il se peut que le «modèle» sadique de destruction, de viol, de vente de femmes «esclaves» et de meurtres systématiques perpétrés dans le Moyen Orient ne soit pas clairement transmis aux pays du Sahel, en raison de leur nature géographique réticente. Cependant la persistance des facteurs sociaux, économiques et politiques déstabilisateurs, et l'incapacité de créer une alternative tangible aux activités du crime organisé dans la région, en plus du recours à la force brute, pourrait conduire à un retour violent et meurtrier d'organisations djihadistes qui n'ont jamais quitté le Sahel.

La gravité de la situation dans la région sahélo-saharienne est telle, que si les traitements actuels ne donnent pas de bons résultats, une crise multiforme à long terme pourrait s'installer, rendant la situation exportable et reproductible en Afrique et dans le monde.

La solution, comme il a été susmentionné, passe par la création d'une alternative économique aux activités illicites (développement de projets d'impact rapide qui créent des emplois) ainsi que par le renforcement du système éducatif. Sans oublier qu'il est crucial de gagner la confiance des jeunes, qui représentent actuellement la majorité écrasante au nord du Mali. D'après mon expérience, les principaux acteurs sociaux qui peuvent jouer un rôle décisif sont les leaders locaux (chefs de tribus, acteurs politiques), les imams et les chefs des associations des jeunes.

## **ANNEXE II. Recommandations par pays**

### **Algérie**

La religion dans la stratégie de soutien aux Etats du Sahel dans la lutte contre le terrorisme.

Au plan international

- La lutte contre le prosélytisme salafiste requiert le soutien des partenaires régionaux et internationaux des pays sahélo-sahariens, car il constitue un véritable catalyseur du radicalisme violent;
- Le prosélytisme salafiste doit être considéré, au même titre que le financement du terrorisme, comme une grave menace à la paix et à la sécurité internationales;

- L'effort de coopération en faveur des pays du sahel doit être axé notamment sur la formation des imams, l'offre de documentation et l'octroi de subventions aux institutions en charge de la promotion de l'islam africain.

### Au plan régional

- Renforcer le contrôle des Etats sahélo-sahariens sur les activités des organisations et associations créées sur initiative étrangère ou financées par des puissances étrangères;
- Proscrire les discours de stigmatisation des pratiques religieuses locales et préserver les lieux du culte ainsi que les espaces publics des anathèmes, de toutes les formes d'exclusion et d'incitation à l'intolérance, par l'encadrement juridique approprié et le renforcement de l'Etat de droit;
- Proscrire la diffusion de l'extrémisme salafiste dans les domaines de l'éducation, les secteurs de l'information et de la communication, au sein des mosquées et des institutions supérieures de formation islamique;
- Adapter les législations et les réglementations nationales en matière de liberté d'expression et de droit d'exercice du culte religieux, en en fixant les limites qu'imposent les valeurs de respect des croyances et des convictions des citoyens, des groupes communautaires et confessionnels;
- Promouvoir le dialogue des cultures et des civilisations par l'assainissement des programmes scolaires en rapport avec l'éducation religieuse, en en expurgant de toutes les connotations dévalorisant la gent féminine, les autres religions monothéistes ainsi que les cultures et les civilisations non islamiques;
- Promouvoir les référents religieux et culturels proprement africains, notamment l'islam soufi en tant que religion de paix, de tolérance et de convivialité, en les valorisant dans les manuels scolaires en rapport avec l'éducation religieuse et, notamment, en préconisant l'adoption du guide «référentiel» cautionné par la Ligue des Oulémas et prédicateurs des pays du Sahel;
- Favoriser l'implémentation de la culture du vivre-ensemble, en œuvrant à l'affirmation du rôle des leaders religieux aptes à promouvoir les référents spirituels nationaux, compatibles avec les spécificités locales et réfractaires aux idéologies extrémistes;
- Entreprendre une réforme en profondeur des systèmes éducatifs qui permettront d'amarrer les pays sahélo-sahariens à la modernité.

### France

- Le renforcement du rôle de la société civile au Sahel pour mieux contrer l'extrémisme et favoriser une stabilisation de la situation politico-sécuritaire ne doit pas se fonder uniquement sur une

approche macro-globale des problèmes de culture et d'identité, et de leurs acteurs. Il devrait également prendre en compte la dimension micro-locale, particulièrement importante dans cette région, afin, notamment, d'identifier les motivations locales de l'extrémisme religieux et des politiques de radicalisation. Cette dimension est particulièrement essentielle pour toute approche et tout engagement des partenaires internationaux.

- L'identification et l'anticipation des vulnérabilités structurelles concernant les populations du Sahel est une condition préalable à la compréhension du rôle à jouer par la société civile en matière de résilience contre le terrorisme. Il convient également de s'appuyer sur les outils de communication existants, afin de favoriser le pluralisme des discours au niveau de la vie associative et religieuse, mais aussi d'expliquer aux populations locales les démarches préconisées et leurs objectifs.
- La mobilisation de la société civile implique de s'appuyer sur des intermédiaires non étatiques, en redonnant aux acteurs locaux, y compris religieux, leur rôle traditionnel. Les associations culturelles devraient se voir accorder une place plus importante qu'à l'heure actuelle. Dans le même temps, il convient de créer de nouveaux espaces de socialisation en dehors du domaine strictement religieux.

### Italie

Du point de vue des pays du «5+5», la faiblesse persistante du système de gouvernance de l'Afrique du Nord a ouvert une autoroute aux menaces sécuritaires en provenance de la région du Sahel pour atteindre facilement les pays d'Afrique du Nord et d'Europe. Afin de vaincre le terrorisme djihadiste-salafiste et de stabiliser l'Afrique du Nord et le Sahel, il est nécessaire de développer et de mettre en œuvre une stratégie globale, impliquant différents acteurs, dans le but de traiter les problèmes critiques qui affectent la région du Sahara et du Sahel.

### Libye

#### Recommandations socio-économiques

- Accorder la priorité et reconsidérer l'investissement social en commençant par la protection de tous les droits de l'homme, la lutte contre la pauvreté et la distribution équitable des opportunités et des ressources.
- Se concentrer davantage sur l'investissement dans les ressources humaines.
- Adapter certaines procédures comme les procédures politiques, économiques, sociales, environnementales, légales.

- L'investissement le plus réussi dans les domaines économique et social consiste à encourager les gens à utiliser pleinement les ressources et les opportunités disponibles.
- La symétrie du cadre de production dans les pays du Sahel conduit à l'intégration et à la solidarité des efforts pour développer l'agriculture et le secteur des pâturages, l'autosuffisance alimentaire et soutenir le processus d'investissement économique.
- L'adaptation du secteur agricole en tant que secteur principal pour soutenir d'autres secteurs.
- Se concentrer davantage sur la recherche scientifique et tous les aspects de l'éducation.
- Le blé est une culture essentielle, il est donc très important de l'ensemencer sur un vaste espace de terre.
- Améliorer la santé de la population grâce au système de santé.

### Recommandations en matière d'institutions et de coopération

- Conduire une coopération limitée et conditionnée en matière de sécurité et d'investissements économiques qui soit contraignante pour toutes les parties afin que tous les pays de la région 5 + 5 et les pays du Sahel en bénéficient.
- Renforcer, soutenir et protéger les organisations de la société civile, les institutions et les autorités locales dans les pays du Sahel.
- Ouvrir et activer des canaux de coopération avec les organisations juridiques et de défense des droits de l'homme internationales et la Cour pénale internationale.
- Lutter contre l'idéologie extrémiste avec des outils de pensée efficaces tels que l'éducation et les médias et aider les institutions religieuses des pays du Sahel à combattre l'idéologie extrémiste.

### Mauritanie

1. La modernisation de la vie politique, un bon gouvernement, une responsabilité des Etats et une stratégie globale de sortie de crise et de décollage permettront de vaincre ces groupes armés sinon de réduire au minimum leurs activités.

Pour cela, les propositions suivantes peuvent être avancées:

- Réfléchir à la manière de remodeler les États sur de nouvelles bases et autour de nouveaux contrats nationaux, les premiers n'ayant pas répondu aux besoins des différentes communautés, dont certaines ne se reconnaissent plus comme faisant partie de ces États.
- Repenser les structures de l'État pour mieux refléter les réalités sociales, démographiques et culturelles de leurs composantes nationales.
- Distinguer les mouvements nationalistes qui ont des revendications identitaires et politiques des terroristes criminels

## Conclusions et recommandations

---

- Intégrer le concept de responsabilité de l'État et la primauté des peuples et non des gouvernements
  - Faire de la bonne gouvernance un pilier de toute politique économique
  - Mettre fin au détournement des ressources dans ces pays en difficulté par des élites corrompues soutenues par des étrangers.
  - Considérer le Sahel comme un espace vital pour l'Europe ou comme une extension nécessitant un doublement des investissements économiques et sociaux
  - Les conflits ethniques étant devenus l'une des causes les plus importantes de l'extrémisme et du terrorisme, des programmes spéciaux devraient être soutenus pour expliquer l'importance de la citoyenneté et la nécessité d'une coexistence pacifique entre toutes les composantes nationales.
  - Encourager une culture de dialogue et de compromis entre les différents acteurs politiques, partis politiques, communautés, etc.
  - Aider les jeunes de ces pays à rester chez eux grâce à un programme commun qui bénéficierait à la fois à ces pays du Sahel et à l'Europe occidentale.
  - Investir dans l'éducation et la formation des jeunes.
  - Lancer des programmes de loisirs pour les jeunes, tels que la construction de stades et de forums sportifs, et encourager la création d'associations culturelles, notamment dans les zones de tension.
2. Les organisations djihadistes du nord du Mali ont réussi à jeter les bases de ce que l'on appelle aujourd'hui «l'économie du crime», qui repose sur le produit de la drogue, l'argent des rançons et le trafic de personnes et de marchandises. Cela a permis à la population des zones contrôlées par les organisations djihadistes et les réseaux du crime organisé de disposer de revenus, d'emplois et de profits. Par conséquent, tout traitement de cette situation nécessite de chercher à lutter contre le chômage, de créer des emplois en dehors de ce «cycle économique fermé» et de fournir des services de base aux citoyens. Ce qui permettra à terme de démanteler ces réseaux criminels après avoir échoué à sécuriser leurs sources de revenus dans la région. Cela peut se faire par les mesures suivantes:
3. Diversifier les fonctions de la mission de formation de l'Union Européenne au Mali, en y ajoutant une dimension économique telle que le financement de projets générateurs de revenus et la promotion du partenariat politique au Sahel
- Soutien au programme multidimensionnel des Nations Unies au Mali MINUSMA, connu sous le nom de Désarmement, Démobilisation et Réintégration, visant à la réintégration des anciens combattants

- Soutenir les efforts de MINUSMA en matière de microfinance dans le Nord.
- 4. Mettre en place des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, en renforçant l'efficacité des services de renseignement nationaux et dans le domaine des relations interétatiques grâce à un partenariat avec les agences de renseignement locales pour la formation sur le blanchiment d'argent.
- 5. Soutenir les programmes de développement de la force conjointe du Sahel, qui cible les zones frontalières les plus pauvres entre ces pays.
- 6. Considérer le Sahel comme une zone vitale pour l'Europe ou comme son extension, ce qui nécessite un doublement des investissements économiques et sociaux.
- 7. L'Europe a besoin d'une main-d'œuvre active; c'est pourquoi il convient d'organiser la migration en provenance du Sahel afin d'obtenir les compétences requises, ce qui sera bénéfique pour les deux parties.
- 8. S'attacher à diffuser la culture de la participation politique et encourager les stratégies qui font dépendre l'absorption politique des acteurs influents de leur déconnexion avec l'économie illégale.
- 9. Soutenir l'éducation, en particulier la formation professionnelle, des jeunes qui constituent la grande majorité de la population.
- 10. Axer les investissements et les programmes de développement sur la formation professionnelle disponible.
- 11. Lancement de programmes de réhabilitation des jeunes pour les futurs dirigeants dans les pays du Sahel sur le leadership, la gouvernance et la sensibilisation politique.
- 12. Les conflits ethniques étant devenus l'une des causes les plus importantes de l'extrémisme et du terrorisme, il convient de soutenir les programmes de sensibilisation pour expliquer l'importance de la citoyenneté et la nécessité d'une coexistence pacifique, en particulier dans les zones de tensions ethniques.
- 13. Lancer des programmes de loisirs destinés aux jeunes, tels que la construction de stades et de forums sportifs et encourager la création d'associations culturelles, en particulier dans les zones de tension.
- 14. Encourager les talk-shows par le biais des médias locaux.

### **Maroc**

- Promouvoir une approche plus cohérente, plus coordonnée, plus axée sur l'action des programmes internationaux.

## Conclusions et recommandations

---

- Privilégier les programmes de développement qui permettent une transformation positive des économies, qui améliorent les conditions de vie des populations et redonnent espoir aux jeunes.
- Intégrer la zone sahélo-saharienne dans un cadre de coopération au sein de l'initiative 5+5 et des autres mécanismes internationaux pour une meilleure mutualisation des efforts et des capacités, notamment avec le G5 Sahel.
- Contempler un séminaire, dans le cadre de l'école 5+5, sur le renforcement des capacités humanitaires de développement et de protection des civils dans la gestion de la crise du Sahel.

### Portugal

- Tout d'abord, toute tentative réussie de faire face à une insurrection devra garantir que celle-ci sera isolée de toute source importante d'aide extérieure. Pour cela, il est crucial de continuer à construire un large consensus régional sur la lutte contre le terrorisme, y compris une coopération régionale vitale en matière de sécurité dans laquelle les pays 5+5 devraient continuer à jouer un rôle important de facilitation et de renforcement des capacités.
- Deuxièmement, il est très important d'améliorer non seulement la sécurité des frontières, mais aussi la sécurité de la population liée dans le vaste arrière-pays rural. Les grandes villes ont été pour la plupart sécurisées, mais les terroristes du *takfiri jihadi* se sont adaptés en se déplaçant vers les vastes arrière-pays ruraux et les zones frontalières, à partir desquels ils préparent des attaques terroristes également dans des zones urbaines éloignées, au-delà des frontières des États, souvent axées sur des cibles occidentales. Sécuriser ces vastes régions est une mission impossible pour tout corps expéditionnaire étranger. Le renforcement des capacités des forces locales est donc indispensable, surtout s'il est associé à un certain accès aux technologies de surveillance de ces vastes régions.
- Il est tout aussi crucial de s'attaquer aux questions de gouvernance de base et de responsabilité locale, en veillant à ce que ces forces frontalières et ces milices locales ne deviennent pas elles-mêmes une source supplémentaire de griefs et ne soient pas considérées comme une source de revenus et de sécurité par les populations locales. Elles doivent être autant que possible recrutées localement et, dans une certaine mesure, responsables localement. Il n'est pas moins crucial de donner la priorité aux projets de développement dans les régions touchées ou vulnérables. Les projets qui abordent et réduisent les effets néfastes du changement climatique seront également pertinents à cet égard. Il sera particulièrement important d'investir massivement dans la fourniture d'un enseignement public gratuit qui contrecarre l'attrait des écoles religieuses fondamentalistes radicales. Bien entendu, les



projets de développement ou les écoles seront inutiles s'ils ne sont pas, à leur tour, dotés d'une sécurité adéquate. Il n'y a pas de sécurité stable sans développement durable pour tous, mais il est également vrai qu'il n'y a pas de développement durable pour tous sans un minimum de sécurité.

### Espagne

Formuler une approche spatiale commune 5+5 pour renforcer les capacités des États sahéliens et la résilience de la société civile dans des domaines spécifiques, notamment dans les zones frontalières:

- Identification de quelques zones pilotes pour la mise en œuvre de cette approche commune.
- Mise en place de systèmes d'alerte précoce pour la prévention de tous les types de conflits (conflits locaux, attaques terroristes, insurrection, menaces spécifiques aux populations, prosélytisme radical, etc.) et une meilleure protection des civils.
- Soutien aux missions et programmes internationaux visant à identifier les responsables communaux et religieux.
- Les capacités de transport aérien des États du Sahel devraient être augmentées, notamment pour les opérations tactiques.
- Proposer des mesures de confiance et de sécurité pour accroître la confiance des civils dans les forces de sécurité.
- Former à la médiation des conflits en utilisant des programmes mis en œuvre par des institutions internationales telles que le Centre pour le dialogue humanitaire ayant une expérience dans ce domaine.
- Partage des expériences de 5+5 pays dans la lutte contre le prosélytisme salafiste; programmes de déradicalisation et d'intégration.

### ANNEXE III. Brève biographie des contributeurs

ALGHAWI NUREDDIN MOHAMED (CAP)

ALMOUSRATI HOUSSINE RAMADAN (COL)

ARBI CHOKRI (col)

BERTOLOTTI CLAUDIO

Docteur en sociologie et en sciences politiques, il a obtenu une licence en histoire contemporaine et il est spécialisé dans la sociologie de l'Islam. Ses recherches ont porté sur le «terrorisme», le «radicalisme jihadiste», les petites guerres contemporaines et les conflits asymétriques dans la région MENA. En tant qu'officier militaire, il a été analyste du contre-espionnage de l'OTAN et chef de section en Afghanistan. Depuis 2008, il est chargé de cours pour le personnel italien enseignant «Histoire, sociétés, cultures

## Conclusions et recommandations

---

et conflits de l’Afghanistan contemporain» et depuis 2015, il est chercheur principal au Centre Euromaghrébin de Recherches et d’Etudes Stratégiques (CEMRES) et représentant italien au groupe de travail de recherche «Initiative de défense 5+5». Actuellement, il est chef de la recherche à «START-Insight» (réseau d’équipes d’analyse et de recherche sur la sécurité et le terrorisme), chercheur principal et coordinateur de recherche au Centre militaire italien d’études stratégiques (CeMiSS), chercheur et conférencier à l’Institut italien d’études politiques internationales (ISPI) et à la Société italienne pour l’organisation internationale (SIOI), expert en la matière à l’OTAN, et il est membre de ITSTIME (équipe italienne pour la sécurité, les questions terroristes et la gestion des urgences).

### BOYE MOHAMED MOKHTAR (COL)

#### BOURRAT FLAVIEN

Il est chercheur à l’Institut de recherche stratégique de l’Ecole militaire (IRSEM) pour la région Afrique du Nord - Moyen-Orient. Géographe de formation, il travaille depuis 30 ans sur le monde arabe avec un accent particulier sur les domaines militaro-sécuritaires. Il est particulièrement spécialisé dans les pays du Maghreb, où il a effectué plusieurs voyages professionnels de longue durée. Il a été chef du bureau Moyen-Orient et Proche-Orient Maghreb à la Délégation aux affaires stratégiques du ministère de la Défense, avant de rejoindre l’IRSEM. Il est chercheur au Centre Euromaghrébin de Recherche et d’Etudes Stratégiques (CEMRES) dans le cadre de l’initiative de défense 5 + 5 en Méditerranée occidentale. Il enseigne la géopolitique contemporaine du Maghreb et du Moyen-Orient à l’Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

### EL HOUDAÏGUI RACHID

Rachid EL Houdaïgui est professeur de relations internationales à l’université Abdelmalek Essaadi, à la faculté de droit de Tanger et Senior Fellow au centre politique du nouveau sud (Rabat). Il est également professeur au Royal College of Advanced Military Studies (Kenitra) et professeur invité dans plusieurs universités européennes et arabes). M. EL Houdaïgui est l’auteur de nombreux livres et articles traitant des relations internationales et de la géopolitique: la Méditerranée, l’Afrique du Nord et le monde arabe. M. Rachid EL Houdaïgui est directeur fondateur de la revue *Peace and International Security Review* et responsable de l’Observatoire des études méditerranéennes (Université Abdelmalek Essaadi).

### GONZÁLEZ SANTAMARÍA ANA ISABEL

Docteur en économie appliquée, économiste, elle est spécialisée dans les économies arabes et les relations économiques entre l’UE et les pays

arabes. Elle est professeur à l'ESIC Marketing and Business School ainsi que dans plusieurs masters et cours de troisième cycle comme le cours de troisième cycle sur l'intelligence économique et la sécurité organisé par ICADE et Mas Consulting. Dans ses emplois précédents, elle a été responsable du programme d'affaires de Casa Árabe; elle a travaillé comme analyste de marché au Bureau commercial espagnol à Amman (Jordanie) pendant huit ans; et elle a été promotrice du commerce extérieur pour plusieurs institutions espagnoles au Maroc, à Paris et à Bruxelles. Elle est chercheur principal dans le groupe de travail du projet de recherche CEMRES depuis 2014. Elle a été décorée de la Croix de l'Ordre du Mérite Civil en 2006.

### HADJERES AHMED (COL)

### HEDEID SIDI MOHAMED KHALIL (COL)

Diplômé en Economy et Maîtrise en Histoire. Directeur de Communication et des Relations Publiques adjointe à l'État Major Générale des Armées. Chef du Bureau d'information militaire MPIO, Mission des Nations Unies pour la stabilisation multidimensionnelle au Mali (MINUSMA) et chef EMOV au secteur Ouest de la force onusienne à Tombouctou (2016). Stage de 5 ans sur les techniques de MISO. Prix national Chenguitt en Littérature (2017).

### LABIDI ISSAM EDDINE (COL)

### NOUH ALHADI SALEM KHALIFA (COL)

### REIS BRUNO C.

Bruno C Reis est titulaire d'un M. Phil. en études historiques de l'Université de Cambridge et d'un doctorat en études sur la guerre du King's College. Il a été chercheur à l'ICS-Univ. Lisboa de 2011 à 2017. Il est conseiller auprès de l'IDN et chercheur associé au Michael Howard Center for Military History du King's College. Il est directeur adjoint de l'ICS. Il a été lecteur invité dans plusieurs universités où il a donné des cours d'histoire des relations internationales, d'études de sécurité, de mondialisation et de gouvernance mondiale, de leadership et de grande stratégie. Il a publié sur les questions de sécurité et les conflits non conventionnels, notamment avec Andrew Mumford, *The Theory and Practice of Irregular Warfare*. (Londres: Routledge, 2013).

### REZOUNI SALAH (COL)

### OUELHADJ FERDIYOU



